

Tribune socialiste



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ 3 F 50
n° 663 DU 28 JUIN AU 5 JUILLET 3 F 50

75

où va le PS ?

répression :

LA
LOI
DU
MILIEU



Demoulin

Sommaire

- PS : la greffe autogestionnaire p. 4-5
- CGT : le rite et les silences p. 6
- FEN : la grande lessive p. 7
- L'AVENIR DE LA PALESTINE p. 8-9
 - deux responsables de l'OLP parlent
 - les Panthères Noires en Israël
- HACHETTE : la vieille dame et la banque p. 10
- ACTION SOCIALE : le crédo des bien-pensants p. 11
- NUCLEAIRE : la campagne d'été p. 12
- PROCES : l'armée n'a rien à dire p. 12
- PORTUGAL : un compromis instable p. 13
- ANGOLA : la veillée d'armes p. 14
- ALGERIE : les dix ans de Boumediène p. 15

Photos : Lebrun (Fotolib) p. 3-6 - Fotolib p. 4-5 - Karel p. 8
 AFP p. 9-14-16 - Maillac (Adja) p. 10 - Combaut p. 11 -
 Koffler p. 13.

Calendrier politique

PSU : des dates à retenir

● 6-7 septembre : Conférence Nationale sur la stratégie et le programme. Il s'agit d'une réunion du même ordre que les week-ends de réflexion organisés à la rentrée, les années précédentes ; mais les participants seront choisis par les fédérations selon les mêmes règles que pour les deux conférences nationales de juin et non... par le BN.

● 18-19 octobre : Conseil National sur les problèmes internationaux.

Le travail pendant l'été

Poursuivre l'action, renforcer l'implantation, préparer la rentrée. On ne chômera pas cet été. Pour marquer cette volonté, il n'y aura pas interruption totale de la parution de TS. Les dates de sortie des numéros réguliers et du numéro spécial « vacances » paraîtront dans le prochain TS.

L'action et la propagande peuvent continuer pendant les vacances (y compris la vente de TS). Des permanences du PSU vont être instituées dans les principales zones de vacances et seront communiquées à toutes les fédérations.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André
LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean
PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques
THIBAUT, Jean VERGER, Corinne
WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Adminis-**
tration : 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-
INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIELLE

Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F

Stages d'été

Le renforcement du PSU exige d'accentuer la formation. A cet effet, cinq stages sont organisés cette année : — deux sont destinés aux animateurs de sections : Montpellier du 10 au 17 août ; Guions du 24 au 31 août.

— il y a deux stages de formation de base :

du 26 au 31 août dans le Gers, du 10 au 31 août (combinant vacances et formation) dans le Gard.

— enfin un stage de sérigraphie du 18 au 24 août, aux Guions.

Programme, détails pratiques, inscriptions, etc... sont contenus dans une plaquette que vous pouvez vous procurer à votre fédération. Il faut s'inscrire vite.

A noter : pour des raisons matérielles, nous devons annuler le stage de Bretagne (prévu du 20 au 26 juillet).

Le centre populaire de formation socialiste

Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, le Centre populaire de formation socialiste se propose d'aborder à travers quatre cycles d'études (Marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales) les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Enrichir la formation politique et théorique, étendre les connaissances, pour permettre une meilleure intervention consciente dans la lutte des classes, telle est la fonction que le Centre populaire de formation socialiste voudrait jouer.

En Allemagne : une doctrine marxiste, une pratique réformiste.

La 2ème Internationale.

VI. 1914 : La capitulation du mouvement ouvrier.

Pourquoi cette faillite ? La question nationale et coloniale. La question du pouvoir : le mouvement ouvrier et la démocratie bourgeoise.

VII. La guerre, la révolution d'Octobre et la division du mouvement ouvrier.

Histoire du mouvement ouvrier

Direction Victor Fay
avec la participation de Christian
Berger,
François Turquan, Madeleine Rébé-
rioux...
Première séance : mardi 30 septembre

C'est à tous ceux qui jugent nécessaire la compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier pour leur action militante quotidienne que ce cycle est destiné. Il a pour but de retracer la naissance et le développement du mouvement ouvrier, l'émergence et l'évolution des différents courants doctrinaux qui le composent, et d'analyser les causes de ses victoires et de ses échecs. Un tel cycle ne pourrait intégrer toute l'histoire de ce mouvement : aussi est-il limité au cadre géographique européen.

I. La formation de la classe ouvrière en Europe

Développement de la grande industrie et constitution de la classe ouvrière : désagrégation des corporations et bouleversement de la production agricole. Proletariat traditionnel et prolétariat moderne. Les premières luttes ouvrières.

II. La naissance du mouvement ouvrier

Les origines du mouvement ouvrier : luttes revendicatives et combat politique. Les révolutions bourgeoises, la lutte pour la démocratie et la classe ouvrière. Naissance des doctrines socialistes : socialisme utopique, socialisme scientifique, proudhonisme. Naissance des organisations socialistes : les premiers syndicats, la ligne des Communistes et la 1ère Internationale, les Blanquistes, les Lassaliens, l'Alliance Bakouninienne.

III. La Commune

Dernière révolution d'ancien type ou première révolution prolétarienne ? Les prolongements théoriques de la Commune : la conquête du pouvoir et l'Etat.

IV. Le mouvement syndical de 1870 à 1914

Le cas britannique : du trade-unionisme au travaillisme.
Le cas français : le syndicalisme révolutionnaire.

V. Le mouvement socialiste de 1870 à 1914

En France : de la division à l'unification ambiguë.

Union nationale et collaboration de classes. Les minoritaires : de Kienthal à Zimmerwald. Russie, 1917 : révolution démocratique ou révolution ouvrière et paysanne ? Allemagne, 1918-1919 : la social-démocratie contre la révolution. Le mouvement ouvrier européen et la révolution russe. La division du mouvement ouvrier.

VIII. La question russe et la 3ème Internationale (1918-1934)

Les révolutionnaires russes au pouvoir : du pouvoir des Soviets à la dictature du Parti bolchevik. L'avenir de la Russie face à l'échec de la Révolution en Europe. Le Komintern : de la coordination de la révolution mondiale à la défense de l'URSS. Bolchévisation et bureaucratisme. Le mouvement communiste face au fascisme et à la social-démocratie : la théorie du « social-fascisme ». Le désastre allemand.

IX. Le mouvement ouvrier contre le fascisme

Le 6 février 1934 et le tournant du PCF. La politique du Front Populaire et le dernier Congrès du Komintern (1935). Le Rassemblement Populaire au pouvoir en France (1936). Juin 36 : gestion loyale du capitalisme ou révolution ?

X. La 2ème guerre mondiale, la Résistance, la Libération et le mouvement ouvrier.

XI et XII. Le mouvement ouvrier européen de 1947 à nos jours (2 séances)

1. La social-démocratie et les tentatives d'intégration de la classe ouvrière.

2. Les cas français et italien

— L'évolution du mouvement communiste

— L'apparition de nouvelles formes de luttes et de nouveaux courants politiques et syndicaux.

Les droits d'inscription sont de 25 F pour un cycle, 40 F pour deux, 60 F pour trois et 70 F pour les quatre.

(Retourner ce bon d'inscription à :
CENTRE POPULAIRE DE FORMATION
SOCIALISTE - 9, rue Borromée -
75015 Paris.

Les chèques doivent être adressés à M.
Pierre GARRIGUES CCP 23 412 64 Paris
37, Ave Foch - 75116 Paris.

après le « sommet » de la gauche :

un test

Neuf mois de réflexion et de débats — plus ou moins agités — pour en venir au « sommet » de la gauche du jeudi 19 juin... Les conséquences de cet événement sont-elles à la mesure des suppositions qu'il a fait fleurir et de la couverture de presse qu'il a reçu ? « **Les désaccords de l'Union de la Gauche** » a titré le **Nouvel Observateur**. Même si les remarques aciculées de tel ou tel éditorialiste ne sont pas exemptes d'arrière-pensées — voire d'intentions malveillantes — force est de constater qu'à s'en tenir aux seules décisions prises, les résultats sont maigres.

Le seul qui soit vraiment tangible, c'est la création d'un « conseil de surveillance » de l'information. C'est peu, en regard des problèmes que rencontrent les travailleurs : aggravation de la crise, alourdissement de la répression, menaces sur les libertés. Ce pourrait être néanmoins important, au moment même où les travailleurs du **Parisien Libéré** sont en grève contre des mesures intimement liées à la concentration de la presse écrite ; mais on en reste à l'examen de la répartition des temps d'antenne à la radio et à la télévision, alors que c'est la structure

et l'évolution de l'ensemble des moyens d'information qui devraient être examinées.

Modeste quant à son objectif, cet organisme risque également d'apparaître ambigu quant à son rôle. S'agit-il de défendre ses propres intérêts à la manière d'un groupe de pression ? La forme prise par cette commission pourrait le laisser croire. Mais tel n'est pas l'objectif souhaitable : en se plaçant sur le terrain d'une lutte d'influence entre la droite et la gauche, on risque de s'en prendre principalement aux journalistes et surtout d'accréditer l'idée que, une fois au pouvoir, la gauche ne traiterait pas autrement des problèmes d'information. Ou s'agit-il de poser les jalons d'un contrôle populaire sur les moyens d'expression ? En ce cas, la commission créée pourrait être un lieu de recherche sur les formes et les moyens de ce contrôle, inciter à des expériences nouvelles, plus que se transformer elle-même en contrôleur. Il sera difficile d'éliminer ce problème, posé de toutes façons par l'affaire de **Repubblica** et qui mérite des réponses autres que polémiques.

Cette interrogation est tout à fait représentative de la situation

actuelle de la gauche. Quel que soit le problème actuel que l'on tire d'une corbeille (qui en est pleine), les autres viennent à la suite et, au bout de la chaîne, on retrouve à tout coup les questions stratégiques : quel chemin pour la construction du socialisme ? Il ne sert à rien de nier la question en se réfugiant derrière le programme commun, ou de l'enrober dans les subtilités dialectiques de l'union et de l'autogestion ; elle est là, bien présente, et rien ne pourra se faire sans qu'elle soit abordée de front.

C'est pourquoi on peut considérer le sommet du 19 juin sous un autre angle. Jusque dans ses silences, il est une manifestation éclatante de l'impossibilité de mettre certaines questions sous le boisseau. Mais il n'y a pas que les silences. La confirmation de la nécessité d'un débat sur les réponses à la crise, les libertés, la défense et l'Europe, est aussi une façon d'admettre que nombre d'options fondamentales doivent être à nouveau discutées. Et cela, pour nous est beaucoup plus important que de savoir si le programme commun doit ou non être révisé.

Ainsi, ce qu'il y a de plus positif en cette fin de semaine, c'est que le jeu peut être de nouveau ou-

vert. Le sera-t-il vraiment ? Cela ne dépend pas seulement des trois partenaires de l'union de la gauche. Des discussions qui se tiendraient avec, pour toile de fond, la désunion des travailleurs dans l'action face aux problèmes qu'il faut justement résoudre, non seulement apparaîtraient plaquées, mais n'auraient aucune chance d'être fructueuses. Or, dans ce domaine aussi, les petits pas effectués depuis quelques semaines dans le sens d'actions plus unitaires se confirment ; l'accord intervenu pour une action des syndicats et des partis contre la répression anti-ouvrière cette semaine, (que nous avons signé), est une des premières applications de ce que nous demandons depuis des mois.

Dans ce contexte, la décision de la DPN de proposer que le PSU participe aux discussions qui pourraient s'ouvrir à l'intérieur de la gauche prend tout son sens ; et c'est dans cet esprit que le bureau national a transmis cette proposition aux partis de l'union de la gauche. La réponse qui nous sera faite aura valeur de test et permettra de juger de la volonté de nos interlocuteurs d'engager un débat au fond et de renforcer l'unité d'action.

Michel MOUSEL ■

P.S.U. - Documentation

N° 86 / 87 / 88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00

N° 89 / 90 / 91 Militer contre le militarisme F. 6.00
N° 92 / 93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00

Numéros disponibles :
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
consommation 4.00
N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00
N° 78.79 Sur la Question agraire 3.00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL

N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 56.57 Sionisme et libération 4.00
N° 67.68.69 Capitalisme et en lutte 6.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00
Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9, Rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris



la convention du PS la greffe autogestionnaire

Le texte sur lequel portaient — théoriquement — les discussions de la Convention, comme les débats de sections et de fédérations qui les avaient précédées, était constitué de « quinze thèses sur l'autogestion » adoptées à l'unanimité par le bureau exécutif du parti (CERES compris).

Disons-le tout de suite, sans avoir ici la place d'y insister : ce document traduit une réelle avancée de la réflexion du parti socialiste.

Cependant, de nombreux points restent obscurs — notamment sur les conditions et les formes de la transformation de l'Etat — et, lorsque le texte précise l'ambition autogestionnaire, il l'appauvrit parfois à l'extrême. Ainsi lorsque, prévoyant ce que pourrait être l'organisation des entreprises socialisées, il avance trois options concevables : « un conseil d'administration mettant en œuvre la gestion tripartite prévue par le programme commun », « un conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise » dont « le statut juridique pourrait être comparable à celui des coopératives ouvrières de production » et « la coexistence d'un conseil de gestion élu par les travailleurs et d'un conseil de surveillance où siègeraient les représentants de l'Etat, des assemblées nationales, régionales ou locales, et de certaines catégories d'usagers ». Fort heureusement, reconnaissons-le, le texte affirme par ailleurs faire confiance à « la capacité d'initiatives propres des masses »...

la querelle du « double pouvoir »

Quant au manque essentiel de ces thèses, il concerne les moyens de la transition. Les camarades du CERES l'ont bien senti, qui proposaient au débat une « 16ème thèse » sur ce point. Leur texte, quoique plus mécaniste parfois que dialectique, et quoique trop confiant dans les vertus propres d'un gouvernement de gauche, affirmait cependant une démarche fondée sur le « double pouvoir », dont on ne peut que se réjouir qu'elle soit enfin débattue au sein du PS. Le texte du CERES affirme en effet : « le gouvernement de la gauche devra s'appuyer sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront porté au pouvoir (...). Dans la période de transition, les capacités d'initiative autonome des masses connaissent un large développement. Hors du cadre des institutions actuelles, et à côté des partis et des syndicats, des organisations autonomes des masses

nées de la lutte (conseils d'ateliers, d'usines, de quartiers...) verront le jour. (...) C'est le développement nécessaire et inévitable de la capacité d'initiatives des masses qui donne tout son sens au contrôle ouvrier et populaire (...). Cette dynamique du contrôle permettra l'émergence de nouvelles formes de pouvoir et de nouveaux rapports sociaux par la prise en main et la gestion progressive par les travailleurs des moyens de production et d'échange et par une remise en cause des formes antérieures de la division sociale du travail ».



François Mitterrand : toujours le ton « présidentiel »...

Le texte additionnel du CERES n'a pas été pris en compte par la Convention (alors qu'il avait été adopté par plus de 30 % des mandats dans le parti) : il a été déclaré « hors sujet » par François Mitterrand — alors que le même problème est abordé dans les quinze thèses et notamment dans la 10ème, qui n'en finit pas d'ailleurs de tourner autour du pot.

Ce fut là un des aspects baroques de cette Convention : sur les problèmes théoriques et politiques les plus sérieux — comme celui de la transition au socialisme —, F. Mitterrand et ses amis, manquant à l'évidence d'une armature suffisante pour répondre à leur gauche, préférèrent fuir le terrain, et renvoyer le débat à un prochain congrès.

Dans *Le Monde* du 24 juin, Maurice Duverger se bat, lui, contre le CERES et le « deuxième pouvoir ». Il explique tranquillement

que « le développement des organisations unitaires de masse nées de la lutte » aurait « une action dissolvante », il affirme qu'« une société industrielle aussi développée que la nôtre supporterait encore moins que la société chilienne des procédés révolutionnaires de ce genre », et que « tout cela n'a pas de rapport direct avec le socialisme dans la France des années 70 et 80, lequel ne pourra s'établir qu'au terme d'une évolution progressive, menée dans un cadre démocratique et pluraliste. »

Maurice Duverger ose lutter à

rité et le courant de gauche, mais la majorité elle-même, dont une partie s'est retrouvée d'accord sur le fond avec le CERES. Bien sûr, ce débat, instauré à l'occasion de l'autogestion, est passé complètement par dessus la tête des militants du parti socialiste (plus d'un tiers se sont abstenus dans leur section, et une grande partie des autres se sont contentés de voter comme leur leader de courant le leur demandait) : mais, opposant les leaders, il peut être annonciateur des reclassements de demain.

Tout simplement, la fraction ex-PSU des Assises avait décidé de jouer, sérieusement, la carte de l'autogestion. Non plus comme au temps des Assises, celle du seul « projet de société autogestionnaire », plus ou moins fumeux, plus ou moins teinté d'idéalisme, mais celle d'un projet comportant des implications stratégiques : c'est désormais de stratégie autogestionnaire qu'on parlait. Dans la commission de préparation des « quinze thèses », les rocardiens se trouvèrent ainsi largement alliés avec Gilles Martinet — et aussi avec le CERES — et les thèses 11 à 15 portent aussi bel et bien sur les implications stratégiques du projet autogestionnaire, et sont centrées sur les luttes pour le contrôle, dans l'entreprise et hors de l'entreprise, et sur une définition du « front de classe » bien proche de celle de l'unité populaire...

Que faisaient donc Conventionnels et Poperénistes ? Dormaient-ils ? N'ont-ils pas mesuré tout de suite de quoi il s'agissait ? Peut-être.

Toujours est-il qu'au moment de la réunion de la Convention ils avaient compris. Ils ruminaient en entendant Rocard affirmer que, sur la base de la ligne désormais adoptée par le PS, le débat idéologique avec le PC (abandonné depuis Epinay) pourrait utilement reprendre. Ils maugréaient d'entendre Christian Pierre (CERES) s'écrier : « l'autogestion, c'est au moins autant une stratégie pour aujourd'hui qu'un projet de société pour demain. » Ils s'emportèrent d'entendre Chapuis surrenchérir : « certains ont tenté de définir l'autogestion sur l'horizon : cette ligne imaginaire qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'avance. Soyons effectivement marxistes, et posons le problème de la pratique. Il ne peut y avoir de projet autogestionnaire que s'il s'appuie sur une stratégie autogestionnaire. »

Les adversaires résolus de toute stratégie autogestionnaire — Conventionnels et Poperénistes —

visage, social-démocrate, ouvert, François Mitterrand et ses amis ne l'ont pas osé. Ni pour s'en prendre au CERES. Ni, ce qui est plus nouveau, pour contester la « stratégie autogestionnaire » de Rocard, Chapuis et des représentants de la CFDT. C'est ce bon vieux Poperen — dont la culture théorique et historique redevient dans ces cas-là bien utile — qui a dû monter en ligne contre le rocardisme (comme au bon vieux temps...), mollement secondé par le brave Mermaz et des Conventionnels de seconde zone.

les reclassements de demain ?

Car c'est bien là l'aspect nouveau, et peut-être porteur d'avenir, de cette Convention du PS : pour la première fois, un véritable débat politique a traversé les cadres de ce parti. Non plus la majo-

Dans les salons cossus, surchauffés et peu pratiques, d'un hôtel de luxe parisien, la Convention nationale du PS sur l'autogestion a, le week-end dernier, peu parlé d'autogestion. Elle n'a vraiment passionné ni les parti-

cipants ni les journalistes présents. Et pourtant, elle marque peut-être une étape importante pour le parti socialiste et pour la gauche toute entière.



tes en tête — pensaient contrer cette offensive avec deux mots d'ordre : « programme commun » et « stratégie unitaire ». Sur le premier point, il leur fallait vite déchanter : le rituel de la citation du programme commun, à chaque paragraphe de discours, est maintenant bien appris par tous. Chacun y lit ce qu'il veut, mais chacun cite consciencieusement le programme commun.

s'affirmer différent

Quant à l'oppositon de la stratégie unitaire à la stratégie autogestionnaire, elle a également fait long feu. Parce que, bien sûr, les « autogestionnaires » n'ont cessé d'affirmer, à juste titre, qu'autogestion et unité étaient les deux faces d'une même stratégie. Mais surtout parce que la polémique PC-PS a renforcé leurs arguments de manière attendue. « Réfléchissez, disaient-ils à leurs camarades, peut-on dire que la stratégie du PC soit l'union de la gauche ? Non ! Ils ont une stratégie qui est la démocratie avancée, et, parmi ses implications, il y a l'union. Eh bien, nous aussi, nous devons pratiquer l'union, mais au nom de notre stratégie, de notre vision du socialisme : c'est-à-dire de l'autogestion ».

Le raisonnement a eu de la force au sein du PS. On s'est rallié (souvent du bout des lèvres) à l'idée de l'autogestion comme à un moyen de s'affirmer différent du PC, tout en n'étant plus étiqueté comme « social-démocrate ». En témoigne, parmi d'autres, cette déclaration de Mitterrand à la tribune de la Convention : « qu'est-ce qu'un parti qui n'a pas sa doctrine, qu'une va-

gue référence saint-simonienne avec un zeste de Mounier, soumis aux diktats des docteurs du marxisme d'à côté ? (...) C'est à partir des thèses que nous pouvons prétendre à une doctrine originale ».

Au fond tout s'est passé comme si chacun avait senti, confusément, qu'il ne s'agissait pas de mettre en cause l'union de la gauche mais bel et bien le contrôle stratégique de l'union par le parti communiste.

Oui, incontestablement, Gilles Martinet et Michel Rocard, dans le vide théorique et politique du PS, ont réussi leur coup, c'est-à-dire leur greffe : le PS fait désormais mine de se référer au projet autogestionnaire, comportant des implications stratégiques, mettant l'accent sur les luttes de contrôle. Sur ces bases, un débat idéologique redevient possible, pour l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier, et le PSU ne manquera pas, de son côté, de consacrer une bonne part de ses forces à la mise en œuvre effective de ce débat, au niveau théorique comme à celui des pratiques militantes.

Mais on sait ce que valent les textes, au PS (comme naguère à la SFIO), par rapport à la véritable situation du parti : base de classe, pratique militante, personnel politique, méthodes de direction.

A cet égard, la Convention de ce week-end permet surtout de poser de nouvelles questions. La plus importante est celle qui lie militantisme et doctrine. Il est certes louable de se donner une ligne autogestionnaire. Mais

qu'est ce que cela signifie au juste quand plus de la moitié des militants du parti se sont estimés dépassés par ce débat, jugé abstrait ? Que signifie la volonté d'imposer un débat idéologique si les militants ne sont pas, effectivement, impliqués dans les luttes de contrôle ? De quelle autogestion s'agit-il donc là ?

Rome ne s'est sans doute pas faite en un jour, mais depuis le temps qu'on nous parle de la transformation militante du PS, force est de constater, à travers ses conventions nationales, combien l'institution social-démocrate pèse sur la nature du

ferre ? Les Conventionnels rigolards qui, au fond de la salle, ironisaient sur l'autogestion au Provençal avaient-ils tout à fait tort ?

Il reste bien sûr, plus terre à terre, les préoccupations de la succession d'un Mitterrand plus autocrate que jamais — et pour la première fois dépassé par les débats de son propre parti —. A cet égard aussi, les jalons posés ces jours-ci pourront se révéler utiles. Qu'il s'agisse du premier rapprochement des « deux gauches » du parti. Ou qu'il s'agisse du projet de revue conçu par Martinet-Rocard - JP Cot - Taddei et pour le



« Psuisation » des textes, peut-être. Mais du parti ?

recrutement et, plus encore, sur les comportements.

Et puis, que veut dire exactement cette amorce de dissociation interne à la majorité du PS, si ceux qui se prétendent à sa gauche s'appuient essentiellement sur les gros bataillons du Nord et des Bouches-du-Rhône, et sur leurs mentors Mauroy et Def-

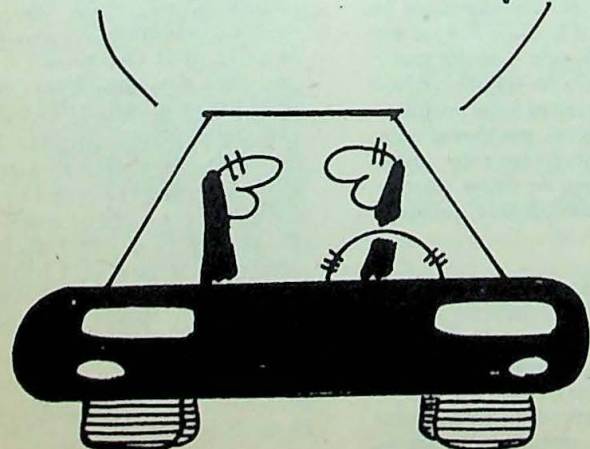
moment maintenu malgré le veto du premier secrétaire.

Il reste, surtout, que nous pourrions prendre le PS au mot, et lui rappeler, à l'occasion, que l'autogestion comporte des implications stratégiques. Qu'il compte sur nous !

Gilbert HERCET

Pour le PS
l'autogestion
ça se conduit
à gauche mais
on roule à
droite

Pour le
PSU
l'autogestion
ça se conduit
à gauche
mais on
roule à
gauche



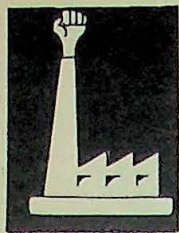
Pfistule

Les militants du PSU n'ont sûrement pas oublié le temps où Thierry Pfister était spécialisé, au Monde, dans la basse besogne à l'égard du PSU. Il a, depuis, reçu de l'avancement. On aurait pu attendre que, persuadé d'accéder enfin aux choses sérieuses, M. Pfister traite au moins le PSU par le mépris. Il n'en a rien été...

Ainsi, dans le magazine Ere Régionale d'avril 1975 consacré à un plaidoyer pronucléaire et d'ailleurs largement diffusé par l'EDF, il éreinte longuement la position du PSU en lui comparant celle des autres partis. Au moins, dira-t-on, un rédacteur du Monde avait découvert que le PSU avait quelque chose à dire, au moment où nous avions les plus grandes difficultés pour parler du nucléaire dans ce journal.

Mais que dire de cette fine suggestion à propos d'une « logique » qui pousserait le PSU à « épouser les intérêts des producteurs de pétrole » ? Ça s'appelle comment, au juste, ce genre de déclarations ?

Nous, on ne veut pas savoir quelle est la logique qui pousse Ere Régionale à défendre le nucléaire. Mais, quelle qu'elle soit, elle ne saurait l'empêcher de mieux choisir ses collaborateurs.



Le congrès de la CGT au Bourget : le rite et le silence

Une impressionnante liturgie : c'est la sensation que donne un congrès de la CGT : 1 600 délégués, 45 délégations étrangères, l'immense hall du parc des expositions du Bourget rempli de tables derrière lesquelles sont sagement assis les participants pour des débats sereins.

Le congrès est d'abord fait pour les militants, afin de les convaincre de la force de leur organisation. D'ailleurs, les interventions ne sont jamais critiques, ou simplement interrogatives ; elles soulignent le rôle de la CGT dans les luttes et la justesse de sa ligne. Le rappel fréquent de l'histoire, des quatre vingt ans de la centrale, des pages glorieuses du mouvement ouvrier, des leaders prestigieux... tout cela rassure les militants.

Le rituel joue une fonction importante : minute de silence à la mé-

morie de la même façon : « Vive le 39ème congrès, vive la CGT ».

Près de la moitié des orateurs sont des femmes, un sur trois ou quatre est un immigré. L'effort est remarquable et traduit la volonté confédérale d'être présente partout.

Sous le signe de la crise

Le rapport de Georges Ségué, fait dès le premier jour, a marqué le congrès. Tous les débats se sont or-

dre : échelle mobile et progression différenciée du pouvoir d'achat, SMIC à 1 700 F, relèvement des prestations sociales, retraite à 60 ans avec 75 % du salaire, limitation des cadences, réduction de la durée du travail sans perte de salaire, extension des libertés syndicales, etc. La confédération souligne que « la solution des revendications dépend de la capacité d'action des travailleurs ». C'est dans ce but qu'il apparaît nécessaire à la CGT de tenir compte de trois préoccupations : « L'adhésion consciente des travailleurs... une large unité d'action syndicale... une puissante solidarité... » Et « à partir de ces trois préoccupations, toutes les formes d'action peuvent avoir leur valeur ».

Pourtant, sur ce plan, rien n'est dit : pas plus Ségué que les orateurs

sur lesquels se fonde notre orientation, sous prétexte de faciliter les rapprochements intersyndicaux ». Voici la CFDT prévenue. L'opération des Assises a été peu appréciée. Notons que le message de la CFDT fut cependant vivement acclamé et que le congrès se mit alors à crier : « Unité, unité ! ». Mais le congrès a affirmé clairement la volonté de renforcement de l'organisation : il n'est pas question que l'unité se fasse au détriment de la force de la CGT...

Sous le signe du programme commun

Troisième aspect de ce congrès : « Animer le rassemblement autour du programme commun, pour libérer notre pays de la domination du grand capital », comme le souligne une banderole. Toutes les interventions y font référence et la stratégie de la CGT s'inscrit dans ce cadre. A travers le rapport de Ségué, c'est donc la volonté de créer le front antimonopoliste qui s'affirme. Appel du pied aux petits commerçants que l'on invite à réfléchir sur l'erreur commise en votant Giscard, aux agriculteurs dont la CGT s'affirme solidaire, et surtout aux ingénieurs, techniciens et cadres. Plusieurs moments de l'intervention de Ségué leur ont été consacrés. C'est dans cette même perspective qu'il faut comprendre l'attention portée par la CGT aux femmes, aux jeunes, et aux immigrés.

Mais la CGT va plus loin, en affirmant que « le renforcement de l'union de la gauche, une action commune pour accéder au pouvoir et appliquer le programme commun restent la seule perspective réaliste... » La CGT affirme que l'alternative à Giscard est posée : mai 1974 a été une étape de cette avancée. Il faut poursuivre résolument, car « il n'est pas trop tôt pour se préparer à exercer nos responsabilités syndicales avec la gauche au pouvoir ». Toutefois, cet engagement « réaliste » (une seule réserve exprimée), ne signifie pas l'abandon de l'indépendance syndicale.

Au total, si elle maintient fermement sa volonté unitaire et même si elle met en garde la CFDT, rien n'a changé pour la CGT. L'approfondissement de la crise rend plus que jamais actuel, selon elle, le programme commun. Or, précisément, la crise, tout comme les réponses nouvelles des travailleurs, posent la question de la nature de l'unité et de son élargissement. (C'est d'ailleurs dans cet esprit que le PSU a répondu à l'invitation de la CGT de participer au 39ème congrès). « Ça ne peut plus durer » a souligné Georges Ségué. Encore faut-il que la combativité ouvrière puisse s'exprimer et que toutes les forces populaires tiennent leur place.

Pascal GOLLET
Mardi 24 juin



moire des syndiqués disparus, applaudissements rythmés pour approuver certaines interventions (notamment celles des femmes et des immigrés), liesse du congrès pour saluer les syndicalistes portugais ou vietnamiens. La discipline est grande ; les horaires sont scrupuleusement respectés, les débats sans surprise. Toutes les interventions sont rédigées et lues à la tribune. Elles sont d'une grande conformité, répondant en gros au schéma suivant : les méfaits de l'austérité, et la dureté de la vie des travailleurs ; la non-fatalité de la crise ; l'existence d'une alternative, avec le programme commun. Toutes, sans exception, se termi-

nisés en référence à lui en illustration et en soutien. Trois éléments méritent d'être retenus : Le premier, c'est la vigueur extrême de l'attaque contre la politique de Giscard, « la plus anti sociale depuis Pétain », « foncièrement réactionnaire ». On ne peut que partager l'analyse de cette politique : éviter aux monopoles de payer la crise, résister aux revendications ouvrières, soumettre la population à une pression idéologique intense, diviser pour régner, etc. La CGT souligne avec force l'aggravation de la crise : le chômage, la dégradation du pouvoir d'achat et des conditions de vie, etc.

Et la CGT rappelle un mot d'or-

qui lui succèdent, ne tiennent compte des formes nouvelles de lutte (occupations, relance de la production, ventes...), des mots d'ordre (notamment anti-hiérarchiques), des formes d'action (démocratie de masse, comités de grève, AG) Rien sur Lip : rien sur Noguères notamment et l'attitude de la CGT dans ces conflits. Pas de condamnation, pas d'approbation : le silence.

Unité et autonomie

Le deuxième élément à retenir, c'est la satisfaction face à l'unité d'action : « Nos campagnes revendicatives, organisées en commun avec la CFDT... ont porté à un niveau supérieur les conditions de la lutte... » Mais si la CGT insiste sur l'unité d'action, elle n'hésite pas à mettre en garde la CFDT. « Nos partenaires en restent à des positions anciennes qui nous paraissent plus proches des conceptions réformistes que des principes de classe dont la CFDT se réclame depuis quelques années ».

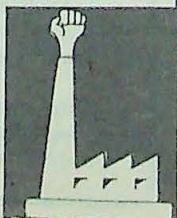
La CGT insiste sur son rôle moteur dans l'unité syndicale. Cette unité implique des débats, des confrontations, mais il ne peut s'agir « de compromis », car « il ne saurait être question pour nous d'édulcorer les principes de classe

COURRIER du PSU
entreprises

SUPPLEMENT

n° 26-27 prix 3 F

● Renault
● CNE Colombes



la grande lessive



Dès que l'on parle unité syndicale, la FEN se propose comme modèle. N'a-t-elle pas survécu, en effet, au schisme de 1947 ? N'assure-t-elle pas la cohabitation en son sein de courants dispersés dans des centrales rivales ?

La mécanique commence pourtant à montrer des signes de grippage : d'abord les tendances minoritaires n'acceptent plus de jouer leur rôle d'alibi démocratique, ensuite l'accord CGT-CFDT la met à l'écart, d'autant que son attitude de collaboration de classe (signature avec FO et CFTC des accords salariaux, etc.) provoque des grincements tant à la CGT qu'à la CFDT (1).

syndicalisme ou assurance ?

Même si plus personne aujourd'hui n'ose défendre sa neutralité, le mythe de l'école libératrice reste encore vivace et ne permet pas une claire compréhension de son rôle dans la société capitaliste. La question de la liaison effective dans l'action avec les travailleurs et leurs organisations est posée.

Sur ces deux plans, l'autonomie de la FEN représente un obstacle. D'un côté, elle veut conserver le monopole de l'intervention sur l'école, de l'autre elle refuse de participer au front syndical commun notamment dans la fonction publique. De là le torpillage de l'action des PTT, la signature d'accords salariaux. De là aussi l'absence de réaction de masse contre les projets éducatifs du pouvoir.

La FEN n'a impulsé aucune action offensive cette année, tandis que le SGEN-CFDT mobilisait l'opinion avec ses opérations effectifs-emploi, et que les lycéens et collégiens des CET faisaient vaciller l'opération charme de Haby. Mieux, la FEN a condamné les initiatives de limitation des effectifs de classe.

indépendance ou hypocrisie ?

Pour détourner l'attention de ces problèmes, la FEN entreprend une vaste opération de ravalement sur le thème de « l'unité et l'indépendance ». Deux faits lui en ont fourni le prétexte : la création par le CERES d'une nouvelle tendance au SNES, et la journée des enseignants socialistes du PS.

L'initiative du CERES est tombée comme le pavé dans la mare et n'a pas fini de provoquer des remous en obligeant chacun à démasquer ses batteries. Mais cela n'empêche pas la tendance UID (2), qui dirige la FEN et le SNI, d'être un véritable vivier pour le PS : Pierre Mauroy n'est-il pas l'ancien responsable du très anticégétiste SNETAA ; James Marangé n'est-il pas passé directement de son fauteuil de secrétaire de la FEN à celui de membre du Comité directeur du PS ?

Branle-bas de combat, sonnez trompettes : depuis quelques semaines, dans les syndicats d'enseignants, se succèdent des déclarations sur les relations partis-syndicats. C'est à qui entonnera son couplet sur l'indépendance.

Les tonitrueuses et vertueuses déclarations de A. Henry, secrétaire général de la FEN et un des dirigeants UID, ne peuvent tromper personne. D'autant plus que Mauroy et Mitterrand ont laissé percer le bout de l'oreille : « tout renversement de tendance à la FEN entraînerait un affaiblissement du parti socialiste au profit de nos partenaires de l'union de la gauche... les militants du PS doivent donc militer à UID » (Mauroy). « Il faut que le courant unitaire entre les socialistes passe avant les forces centrifuges » (Mitterrand).

La tendance UID est obligée de faire un véritable numéro d'équilibriste pour faire croire à son indépendance. « Le PS peut donner des mots d'ordre à ses militants de la FEN. Mais il y a ingérence s'il veut donner des directives à la direction de la FEN, ce qu'il n'a pas fait », affirme Henry sans rire.

courant ou fraction ?

Le renouvellement de la direction du SNES (second syndicat de la FEN) illustre ces problèmes.

La tendance majoritaire UA, (Unité et Action) animée par des militants du PC, des socialistes de l'ex-convention, de Démocratie Université et du ... CERES) reste stable avec près de 60 % des suffrages. La tendance UID (composée de militants socialistes de divers courants) continue à régresser : elle en est maintenant à moins de 14 % des suffrages exprimés.

Divisées sur l'attitude à avoir face au programme commun ainsi que sur la tactique syndicale, ces deux tendances se retrouvent cependant d'accord sur une stratégie réformiste ainsi que sur une attitude bureaucratique face aux luttes.

Par contre, depuis 1969, s'élabore une pratique syndicale diffé-

rente, axée sur des objectifs précis et sur le contrôle des luttes par ceux qui les mènent. L'Ecole émancipée (EE) et Rénovation syndicale (RS) ont reflété la construction d'une telle orientation qui se soucie fort peu des querelles électorales des tendances.

La liste présentée par EE et RS a obtenu un peu plus de 14 % (c'est-à-dire une perte de 3 % par rapport à 1973). Ce déclin électoral s'explique par trois raisons : le départ de militants actifs pour le SGEN-CFDT, le désintérêt envers les joutes électorales et les jeux d'appareils d'une bonne partie des syndiqués, qui pratiquent à la base les orientations défendues par EE-RS, les confusions développées par l'apparition d'une nouvelle tendance « empruntant » des idées, des thèmes, à Rénovation syndicale.

Unité et Rénovation, créée par le CERES, obtient en effet 5,6 % des voix. Ses animateurs ont rompu avec la tendance UID du SNES tout en continuant à se situer dans le cadre de la majorité. L'apparition d'UR est le reflet de la crise larvée qui affecte le syndicalisme autonome et de son fonctionnement en tendances sclérosées bloquant tout débat. Autour d'UR se sont posées des questions d'ingérence politique. La création d'UR apparaît comme une tentative de fraction, d'où les réactions du PS mais aussi du PC, d'où aussi les réticences de nombreux syndiqués.

Quoiqu'il en soit, ces résultats vont poser problème. Chaque cou-

rant, chaque tendance, chaque syndiqué va devoir se prononcer.

— vis-à-vis des luttes : quelle action à la base, dès la rentrée, pour s'opposer dans les faits à Haby ? Comment organiser les limitations d'effectifs ?

— vis-à-vis des pratiques démocratiques : assemblées générales, grèves non limitées, etc.

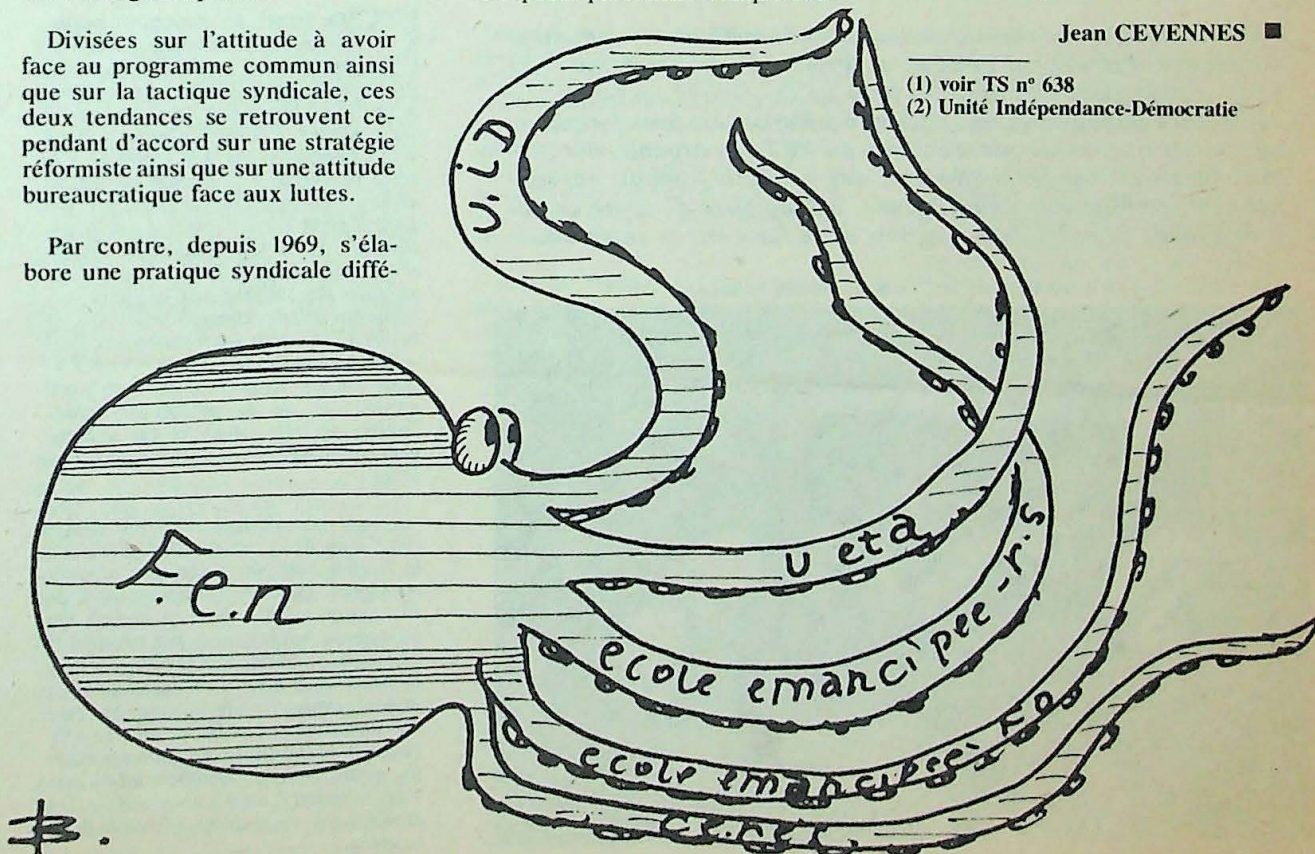
— vis-à-vis de l'intersyndicalisme : quelle action avec le SGEN-CFDT ?

Sur toutes ces questions se construit une orientation de luttes unitaires. Cette orientation vient des composantes diverses : Unité et Rénovation, au delà des manœuvres qui ont inspiré sa création, participera-t-elle à cette dynamique ou s'enfermera-t-elle dans des querelles d'appareil ? Les luttes de la rentrée devraient nous apporter une première réponse.

L'autogestion commence par la prise en charge des luttes par ceux qui les mènent, par le contrôle des syndiqués sur leur organisation syndicale, par l'organisation d'un véritable débat d'orientation, traversant tout le syndicat. Une telle conception exclut la création artificielle de tendances liées directement aux querelles internes d'une organisation politique. La position du PSU, dans l'enseignement comme ailleurs, est claire : c'est à partir des débats dans l'organisation syndicale, sur la base des pratiques syndicales à la base que peuvent éventuellement apparaître des courants. La création à partir de lieux extérieurs à l'organisation syndicale de fractions politiques est contradictoire avec la perspective du socialisme autogestionnaire et avec la méthode du contrôle des travailleurs sur leurs propres décisions.

Jean CEVENNES ■

- (1) voir TS n° 638
(2) Unité Indépendance-Démocratie



l'avenir de la Palestine : deux

Le cliquetis des armes retentit à nouveau au Moyen-Orient. Après l'échec de la mission Kissinger, le gouvernement américain semble décidé à reprendre l'initiative à une autre cadence que celle des « petits pas ». On parle d'un « Plan Ford » pour la région. Car, économiquement et politiquement, il y a un grand changement dans les liens qu'entretiennent des Etats arabes depuis 1973 avec les USA. En fonction de cette nouvelle situation, les Américains — conscients de leurs intérêts — exerceraient une pression plus forte sur le gouvernement israélien.

Mais Israël reste, en tout état de cause, de par sa position, le plus sûr allié de la politique américaine dans la région. Et ce, malgré cette tentative d'élargissement des alliances américaines. Mais les solutions proposées par les Américains essaient d'éviter toute rupture politique grave à l'intérieur d'Israël.

TS rapporte cette semaine les propos tenus à Paris par le conseiller de Yasser Arafat, Nabil Shaat, qui fait le point des positions de l'OLP par rapport à ce nouveau contexte. Par ailleurs, en fonction même des enjeux internationaux, il est apparu important de parler de la contestation interne à Israël développée par les Panthères noires.

Samedi 14 juin 1975, s'est tenue à Paris une journée à l'écoute de la Palestine, à l'initiative de neuf associations dont le Collectif National pour la Palestine et l'Association médicale France-Palestine. Par ailleurs, deux responsables de l'OLP ont profité de l'occasion de leur passage à Paris pour rencontrer une délégation du bureau national du PSU conduite par Michel Mousel et Victor Leduc et développer les aspects fondamentaux de leur analyse sur la situation actuelle au Moyen-Orient.

Le docteur Toubassi, membre du Front National Palestinien en Cisjordanie, récemment expulsé par les autorités sionistes, a mis en cause la politique systématique d'Israël dans les territoires occupés : surexploiter économiquement les Palestiniens ou les forcer à partir à cause de la misère et de la répression, pour les remplacer par des émigrants venus des quatre coins du monde, et préparer ainsi une annexion définitive. Dans sa conclusion, il a souligné que le développement de la résistance massive des Palestiniens de l'intérieur accusait les contradictions internes d'Israël, et que le gouvernement y répondait en donnant plus que jamais le pouvoir aux « faucons » et aux éléments fascistes.

Le professeur Nabil Shahat, directeur du Centre de Planification

de l'OLP et conseiller d'Arafat, a ensuite présenté une analyse de la stratégie actuelle de la Résistance. La réalité actuelle du peuple palestinien — occupation ou expulsion et dispersion — est le produit du sionisme. Le peuple palestinien est la victime d'un Etat, qui — s'il est parmi les plus avancés technologiquement — est un des plus arriérés politiquement. Pour Nadil Shahat, il s'agit d'un Etat raciste proclamant sa volonté d'expulser ceux qui sont restés sur place. C'est un régime plus raciste que l'apartheid.

Mais cette oppression a un caractère unique, car elle est le fait des Juifs alors que le Juif représente pour le monde moderne la victime de la pire oppression jamais vécue : le nazisme. Or l'anti-sémitisme, comme tous les racismes, est un produit de la société capitaliste et ne peut disparaître qu'avec elle. La solution préconisée par le sionisme, dont les crimes nazis ont nié les conditions objectives, est elle-même basée sur le racisme et a engendré un nouveau crime : contre le peuple palestinien, cette fois. Donc toute solution fondée sur des privilèges accordés à une race ou à une confession, pour résoudre le problème palestinien aujourd'hui, ne peut être durable. Seule une **solution démocratique** permettra de prendre considération les aspirations des Juifs et des Arabes en Palestine. En effet, la majorité des Juifs ne sont pas venus en Palestine en colons, mais pour fuir la discrimination raciale et le nazisme. En même

temps, ils ont été victimes d'une idéologie raciste : le sionisme.

Pour démontrer la validité de cette solution démocratique aux masses juives, la Résistance Palestinienne milite activement pour faire disparaître toute loi raciste dans les pays arabes et permettre aux Juifs des pays arabes émigrés en Israël de rentrer chez eux. Le Soudan et le Yémen ont déjà accédé à ces demandes, la Libye et l'Irak prennent des mesures dans ce sens.

Ne pas forcer

Par ailleurs, il faut tenter d'arriver à créer des conditions nouvelles pour que les Juifs puissent participer à une lutte commune pour une Palestine démocratique ; cela suppose des garanties aux Juifs.

A propos des Panthères Noires, Nadil Shahat a manifesté un certain optimisme sur l'évolution de la lutte à l'intérieur d'Israël. Les Juifs arabes et les Panthères Noires sont victimes d'une oppression et d'une exploitation identiques à celle que connaissent les Arabes en Palestine bien qu'ils disposent du privilège d'être Juifs (loi du retour). Le développement de la lutte libérera progressivement ces groupes de l'idéologie sioniste. Objectivement, l'apparition de tels groupes et de leurs mots d'ordre va dans le sens de l'histoire. Les formes de solidarité dans la lutte concrète détermineront seules le type de solution à retenir pour l'avenir. Mais

Les Panthères Noires en Israël

Nés dans la rue, comme leurs homonymes américains, les Panthères Noires d'Israël ont délégué en France un représentant, Elie Cohen, pour faire connaître la lutte qu'ils mènent en Israël. La conférence publique qu'ils ont donné à Paris s'est transformée en pugilat en raison des provocations du BETAR, organisation sioniste fasciste. Une rencontre avec des militants français qui soutiennent la résistance palestinienne, à l'initiative de notre camarade Claude Bourdet, leur a permis de se faire mieux entendre...

Une manifestation des Panthères noires à Jérusalem



En Israël, les structures sionistes de l'Etat ont pesé de tout leur poids pour empêcher, par une propagande effrénée, que ne se développe une conscience de classe parmi les exploités. Les mots d'ordre comme « le rassemblement des exilés », « la terre retrouvée », « l'union du peuple contre l'ennemi commun arabe » ont joué à plein sur les consciences israéliennes ; ils ont fait obstacle au constat d'un Etat fondé, à l'origine, sur l'oppression des Palestiniens, et qui se perpétue par une discrimination des Arabes restés à l'intérieur des frontières de 1967 — les Arabes des territoires occupés — mais encore vis-à-vis d'une catégorie particulière de la population israélienne, les Juifs orientaux qui se trouvent représenter la majorité de la population.

Ils sont venus d'Irak, d'Egypte, de Syrie, d'Iran, de la Turquie, de la Libye, de la Tunisie, très peu d'Algérie et surtout du Maroc. En tout, ils forment 80 % de la population juive des pays arabes. On les appelle les Sephardi, par opposition aux Juifs occidentaux : les Hashkenaz. Les Sephardi n'ont pas été réellement intégrés mais placés sur une structure industrialisée, au point qu'un très officiel livre blanc sur la question émanant du gouvernement israélien lui-même, « le rapport Katz », a révélé qu'en Israël il n'y a pas un peuple mais deux peuples.

Ce rapport, tout en tirant la sonnette d'alarme sur la discrimination en matière d'habitat et d'emploi, n'a pas assez insisté sur la discrimination scolaire. Alors que les Orientaux forment 56,6 % de la population globale, seuls 9,4 % d'entre eux préparent des diplômes d'études supérieures. De même, la consommation intérieure parmi les enfants d'origine africaine ou asiatique équivaut à peu près à 60 % de celle des enfants Hashkenazes.

un « anti-sémitisme interne »

Des voix se sont élevées en Israël pour dénoncer la « déculturation » systématique dont est victime la communauté orientale : « Nous avons rasé, décimé tout une culture. Nous avons fait une chose non seulement terrible mais stupide. Car les Juifs des pays arabes auraient pu transmettre le langage naturel à leurs enfants. Mais l'opinion des Juifs européens était que l'arabe constituait une langue de primitifs. Ils ont rendu les parents honteux de transmettre leur culture à leurs enfants ». (Interview de Loba Eliav, du 3.4.75).

Contre ce qui est dénoncé comme un anti-sémitisme interne, l'amertume étouffée longtemps a fini par exploser en public. La révolte contre la misère et la discrimination a éclaté à Haïfa, dans le faubourg de Wadi Saahab, en 1959.

responsables de l'OLP parlent

dans ce domaine, en aucune manière il ne faut pousser les choses. Beaucoup de temps et de convictions communes seront nécessaires.

La Résistance Palestinienne, a poursuivi N. Shahaat, a deux rôles à remplir : représenter le peuple palestinien tout entier, et défendre ses intérêts partout où il se trouve ; être l'avant-garde révolutionnaire du monde arabe. L'importance croissante de l'un se répercute sur l'autre, comme l'a montré la reconnaissance internationale de l'OLP à l'ONU.

Pour juger des chances actuelles d'une solution négociée, il faut donc évaluer objectivement, selon lui, le rapport des forces :

— **pour Israël**, l'enjeu est sa reconnaissance par les pays arabes et l'annexion définitive des territoires occupés en 1967 ;

— **pour l'impérialisme US**, il s'agit de consacrer la fonction d'Israël comme gendarme local en échange des concessions minimums, mais aussi d'affirmer sa présence dans la région pour en exploiter les ressources et en chasser définitivement les Soviétiques ;

— **pour les pays socialistes**, il s'agit d'échanger une patrie pour le peuple palestinien contre la reconnaissance d'Israël dans ses frontières d'avant 1967 : c'est aussi la position des pays arabes qui désirent, en plus, récupérer leurs propres territoires occupés en 1967. Les alliés et amis de la Résistance croient en effet sincè-

rement à la possibilité d'une solution partielle qui permettrait aux Palestiniens de ne plus vivre en réfugiés ou sous occupation militaire ;

— **pour la Résistance** cependant, qui tient à garder une indépendance nécessaire, la solution juste et durable reste l'Etat démocratique sur toute la Palestine. En attendant, puisque le rapport des forces dans la région rend impossible sa création, la Résistance est prête à accepter une solution partielle, si le prix à payer pour cela ne remet pas en cause son but stratégique.

Une solution partielle.

Or, dans la situation actuelle, quelle serait la solution négociée ? Un Etat palestinien démilitarisé en Cisjordanie et à Gaza, en échange de la reconnaissance d'Israël. Ce qui équivaudrait, estime N. Shaath, à développer une sorte de Hong-Kong : l'équilibre des forces ne permet pas de faire les pressions économiques et politiques nécessaires sur Israël pour qu'il en soit autrement. Les résultats possibles de la politique des petits pas ou d'une conférence de Genève sont donc très faibles. Par ailleurs, l'Europe s'est alignée à nouveau sur la politique américaine et a perdu, avec l'accord CEE-Israël, le dernier moyen de pression qu'elle possédait. Tous ces pays font actuellement pression sur la Résistance Palestinienne pour lui faire reconnaître Israël, ce qui est une façon dangereuse d'inverser les priorités

(c'est-à-dire forcer Israël à reconnaître l'existence du peuple palestinien et de son seul représentant légitime, l'OLP).

Il apparaît donc à N. Shaath que la solution proposée par les alliés de la Résistance Palestinienne n'est pas envisageable actuellement ; cependant, même si son succès n'est pas impossible à long terme, dans la mesure où c'est une solution partielle qui ne fait pas disparaître l'idéologie sioniste, raciste et expansionniste qui est la cause de tout, ni ne résout le problème des Arabes qui vivent en Israël même, elle ne peut amener une paix juste et durable. Le dernier Conseil National Palestinien a confirmé qu'il fallait tirer profit de tout droit ou pouce de terrain arraché au sionisme, mais que la Résistance Palestinienne ne pourrait en échange abandonner la lutte pour l'Etat démocratique. De la même manière qu'on n'a pas demandé aux Vietnamiens en 1956, lors des accords de Genève, d'accepter définitivement la division de leur pays, on ne peut faire payer à la Résistance Palestinienne une satisfaction partielle de ses droits par le renoncement à son but : la réunification d'une Palestine démocratique.

Sur cette base, la Résistance Palestinienne est prête à dialoguer avec toutes les forces progressistes en Israël qui luttent contre le racisme et l'oppression du peuple palestinien. Mais à l'heure actuelle, une cinquième guerre lui paraît d'une probabilité beaucoup plus grande que l'aboutissement d'une solution négociée.



Propos recueillis
par DESMOULINS,
RAVENEL, TLEMCEN ■

le sionisme contesté de l'intérieur

Pour la première fois, des juifs orientaux s'élevaient contre l'oppression du « pouvoir Hashkenaz ». La gauche féodale, intégrée totalement aux structures de l'Etat, ne s'est pas intéressée à eux. Et dans une atmosphère d'hystérie nationaliste, la droite fasciste de Menahim Beguin n'a pas manqué de récupérer ce qui ne paraissait être qu'une simple révolte.

C'est dans ce contexte que le mouvement des Panthères Noires est né. Il a été fondé par un certain nombre de jeunes orientaux qui étaient plus ou moins délinquants et qui étaient passés de la révolte individuelle à la conscience politique. La réaction de l'establishment israélien ne se fit pas attendre. Elle fut parfois brutale, avec répression et intimidation policière ; parfois plus subtile, sous la forme de coups portés à la « dignité sefardite » et la corruption ou l'infiltration des leaders de la communauté juive orientale.

Cela n'empêcha pas l'action militante des Panthères Noires dans les « ghettos orientaux ». Leur démarche se veut essentiellement pragmatique et vise surtout au développement d'un « mouvement de masse oriental » et cela au mépris de positions idéologiques a priori. Certes, on peut leur reprocher de confondre axe stratégique et mots d'ordre d'action immédiats, mais le fait est

qu'ils ont aidé à la prise de conscience de l'exploitation. C'est ainsi qu'ils ont procédé à l'occupation des maisons vides destinées aux Orientaux et qui ont été attribuées à des émigrés russes récents pour des raisons de propagande évidentes. Les Panthères Noires n'ont d'ailleurs pas manqué de dénoncer les coûteuses opérations de prestige en faveur des émigrés russes, qui ne représentent qu'un infime minorité mais qui ont bénéficié des faveurs particulières du gouvernement : « Une villa et une volvo ».

un pont naturel

Certes, les positions des Panthères Noires sur la loi du retour ou sur le sionisme ne sont pas dénuées d'ambiguïté ; mais ils estiment qu'elles correspondent à l'état actuel du développement du mouvement de masse auquel ils veulent coller. Pour cela, ils cherchent à se garder des accusations de « traîtres » et de complices des terroristes de Mahalot » que la presse aux ordres déchaîne contre eux. Mais il est à craindre aussi que la revendication « nationalitaire » n'évacue ou n'étouffe la lutte de classes.

Cependant, petit à petit, les Panthères Noires marquent des points et la prise de conscience avance. Les Panthères Noires en arrivent ainsi à dénoncer par leur action concrète le rôle

du sionisme dans la transplantation en Israël des juifs orientaux, en majorité originaires des pays arabes, ou de leur exploitation en tant que main-d'œuvre à bon marché pour remplacer les Palestiniens expulsés. Ils s'en prennent aussi à l'utilisation des Orientaux comme chair à canon dans des guerres qui nourrissent « la poignée de sionistes européens au pouvoir ».

Mais les Panthères Noires sont surtout arrivées à une conscience assez claire de ce que les Sephardis constituent de fait le pont naturel qui permettra le dialogue avec le monde arabe. « Les autorités israéliennes ne comprennent pas le problème des Juifs orientaux ; elles ne pourront jamais comprendre le problème des Palestiniens. »

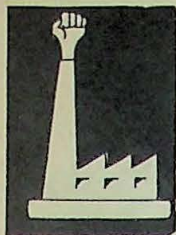
de nombreuses ambiguïtés

A la question posée sur la position théorique concernant l'Etat palestinien démocratique préconisé par l'OLP, les Panthères Noires répondent qu'elles ne sont pas allées aussi loin sur le plan idéologique. « Le plus important, c'est d'avoir un dialogue, de préparer l'avenir. » Refusant de jouer les avant-

gardes éclairées, parce qu'ils tiennent par dessus tout à leur enracinement dans les masses, les Panthères Noires — dans l'état actuel de leur réflexion — estiment que le sionisme, même à partir d'injustices flagrantes, a suscité un état de fait : l'existence d'une communauté israélienne. Pour eux, la loi du retour n'est pas une loi, mais elle a suscité une réalité. A propos du sionisme, leur leader Elie Cohen répond : « Si vous parlez de l'Etat fondé sur la discrimination, nous sommes contre, si vous parlez des Israéliens en tant que communauté, nous sommes pour. »

Malgré les divergences — qu'ils ne cachent pas — le problème de la solidarité avec la lutte des Palestiniens est posé. La démarche pragmatique des Panthères Noires leur a fait obtenir quelques succès aux élections du syndicat intégré au sionisme (l'Histadrout) alors que leurs délégués élus préconisent la nécessité de suivre une voie révolutionnaire pour détruire le système qui opprime les exploités. La guerre de Kippour a quelque peu stoppé leur lancée qui paraissait irrésistible. Malgré de nombreuses ambiguïtés, les Panthères Noires n'en constituent pas moins l'amarce d'un authentique mouvement de masse luttant en Israël contre l'oppression capitaliste et le sionisme.

Alain TLEMCEN ■



câbles de Lyon :

de l'expulsion à la tentative d'assassinat

Ainsi la politique de fermeté du pouvoir s'affirme une fois de plus aux Câbles de Lyon, à Clichy. CRS casqués et armés ont expulsé, non sans injures racistes, les quelques 70 ouvriers de garde dans la nuit de vendredi à samedi.

L'intransigeance de M. Ambroise Roux est connue. Pas étonnant que le cahier de revendications, déposé de longue date par les travailleurs, n'ait jamais été pris en considération ; pas étonnant non plus que les travailleurs, excédés, aient décidé en majorité l'occupation de l'usine le 26 mai. Suite à cela, la direction assignait en référé plusieurs délégués, demandant l'évacuation de l'usine et refusant tout dialogue tant que le travail n'aurait pas repris. Dans



l'usine devenue un lieu d'échange et d'information on s'est senti revivre. Le quotidien d'abrutissement fit place à un quotidien de communication.

Des femmes portugaises confectionnant des panneaux traitant de la lutte des femmes à travers l'histoire ouvrière, de l'avortement des méthodes de contraception... d'autres sur le combat pour le socialisme au Portugal, en Amérique latine... On se cause entre immigrés, majoritaires sur les X 500 travailleurs de Clichy. Africains, Marocains, Portugais, Algériens parlent de leur pays face aux riches. On danse des rondes traditionnelles, accompagnées par des musiques de fortune : vieux tonneaux, bidons, sifflets, ribes d'acier en guise de flute.

Après leur expulsion de l'usine les travailleurs se sont regroupés à la maison du peuple à Clichy où ils sont accueillis par la municipalité. Mais, lundi, au cours d'une manifestation devant l'usine, une voiture a foncé sur eux : six travailleurs ont été blessés dont l'un est encore dans le coma.

Chauffard : telle est la thèse de la police et des radios. Curieux, quand même, cette voiture qui a été aperçue plusieurs fois autour de l'usine les jours précédents. Curieux, cet « étudiant » en droit, cadre CGE d'autre part... De plus, aucun constat n'a été fait après l'accident, la police se contentant de « contenir les manifestants... ». Une importante manifestation de protestation a eu lieu mardi matin à Clichy.

C. WEISS ■

hachette

la vieille dame et la banque

Le trust vert a misé sur un mauvais cheval lors de l'élection présidentielle : il a aujourd'hui du plomb dans l'aile.



Lorsque le marquis Ithier de Roquemaurel succéda en 1967 à son oncle, Meunier du Houssoye, à la tête de la librairie Hachette, les représentants de la Banque de Paris et des Pays-Bas au conseil d'administration manifestèrent déjà une certaine réticence. Gérée en dépit du bon sens, Hachette devait, selon eux, rapporter plus. Ils s'inclinèrent — la dernière fois sans doute — devant la Famille : le nouveau PDG s'engageait à rajeunir la vieille librairie. Survint 1968, l'occupation des locaux... Le secrétaire général, Jean Morin, ne reconnaissait plus son « fidèle » personnel. Pour le reprendre en main, Ithier se paya un « directeur des relations du travail », Roland Fargeas, lequel officie maintenant... chez Chausson !

Que se passa-t-il en 1971 entre Chaban et Hachette ? Le Premier Ministre sentant sa fin venir à Matignon pensait aux futures présidentielles. N'était-il pas le mieux placé à l'UDR pour succéder à Pompidou ? Son seul rival possible, Giscard, à la tête du petit groupe des républicains-indépendants *drivé* par Poniatowski, se retrouvait coincé dans son ministère des Finances. Sous les auspices de la Banque de Paris et des Pays-Bas le contrat de mariage fut signé entre le meilleur candidat à la présidence et Hachette qui se voyait à nouveau attelée plus étroitement que jamais au char de l'Etat. Les conseillers de Chaban, Nora, Worms et quelques autres, débarquent boulevard St Germain. Dans leurs valises, les projets les plus grandioses : formation professionnelle, minicassettes avec l'ORTF, audiovisuel, lancement du *Point* etc. On comprend la fureur de Poniatowski qui se déchaîne et dénonce, dans une interview incendiaire à *Lui*, le scandale Hachette. *Le Monde* nous apprend que Giscard, rue de Rivoli, hésite jusqu'au dernier moment avant de parapher l'accord Hachette-ORTF. De son côté, JJSS tire à boulets rouges contre le « trust vert » dont il pourfend le monopole devant les libraires réunis à Nancy. Il récidive à l'Assemblée... Chez Hachette, les nouveaux patrons et le marquis ne sourcilent pas : l'avenir leur appartient.

Catastrophe ! En disparaissant brutalement, Pompidou plonge Chirac dans l'insomnie. C'est lui qui a eu la peau de Chaban à Matignon ! Sa carrière est brisée si Chaban entre à l'Elysée. On connaît la suite... Giscard l'a justement récompensé en le bombardant Premier Ministre.

Pauvre marquis ! Pauvre Si-

mon Nora ! Pauvre Chaban ! Patatras : les rêves s'écroulent. Les investissements somptueux pour rafler les marchés de l'audiovisuel et de la formation professionnelle l'ont été en pure perte. L'après-mai 1974 s'avère douloureux pour la vieille dame Hachette qui ne s'en remet pas. Tout comme Chaban d'ailleurs ! En septembre-octobre, la crise atteint son paroxysme : Nora est obligé de s'en aller. Mais Gérard Worms reste. Ithier de Roquemaurel, la corde autour du cou, se débat, s'accroche à son fauteuil. La banque serre le nœud. Le comité d'entreprise s'adresse aux actionnaires, les met en garde, récuse Worms, souhaite le départ d'Ithier. Au printemps, c'est le dénouement : la banque impose à la tête d'Hachette un de ses représentants, M. Marchandise, qu'elle emprunte à Péchiney. La famille Hachette trépigne, s'indigne, accuse Ithier de l'avoir conduite là. Et rêve de prendre sa revanche au prochain conseil d'administration, le mercredi 25 juin. Mais c'est la banque qui tient les cordons de la bourse ! Les petits actionnaires, même emmenés par la Famille, ne pourront que s'incliner.

Hachette n'est plus gouvernée, c'est sûr. Un PDG s'en va, un autre arrive, et le directeur général, Gérard Worms, n'a plus qu'une fesse sur son fauteuil. 80 licenciements d'un coup ! Et d'autres charrettes sont annoncées. Plus personne n'est certain d'être encore là dans six mois. Chaque directeur joue au pro-consul, évince rivaux et concurrents, s'attribue des mérites inouïs tout en chargeant le voisin, spéculant sur la fin du livre et de la presse, proposant sa camelote et ses boîtes de petits pois.

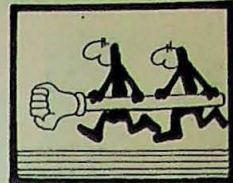
C'est dans ce climat d'irresponsabilité que se prépare (sic) la déportation du personnel à Maurepas. Les banquiers et les technocrates ont mis la main sur Hachette. C'est la fin d'un siècle et demi de paternalisme. Rentabiliser, voilà leur seul et unique mot d'ordre. Traduisez pour le personnel : licenciements, atteintes à la convention collective, menaces sur l'échelle mobile, déportation dans les pires conditions, répression antisyndicale...

Une bonne partie du personnel est encore comme chloroformée : la peur du licenciement intimide, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui prennent conscience des enjeux de cette crise. Car il y va de notre survie. Dans la presse comme dans l'édition, une époque s'achève.

Gabriel Enkiri ■

Le train de mesures sociales sur les associations, les handicapés et le bénévolat apparaît comme une des initiatives prises par le pouvoir pour tenter de passer, comme Louis XV, pour le « bien aimé ». Toutes ces mesures visent à faire croire que le gouvernement « brasse du social » et « humanise la croissance ». Si l'on examine le projet pondé par le secrétariat d'Etat à l'Action sociale de M. Lenoir, on s'aperçoit que l'idéologie bien-pensante des humanistes bourgeois, si elle prétend « sortir du cœur », trouve toujours une étroite limite : le portefeuille...

action sociale :



Le credo des bien-pensants



location ». Il l'a fait aussi en faisant dénoncer une convention signée par les associations de travailleuses familiales, pour la remplacer par des aides ménagères. Il y a bien d'autres exemples. La rationalisation est en marche...

Un projet à combattre

La loi sociale, loin d'être une meilleure utilisation de l'argent de l'Etat pour une véritable politique des besoins sociaux, pour une formation des travailleurs sociaux adéquate aux intérêts réels de ceux qu'on dit « exclus », les « inadaptés », ou les « marginaux », n'est en fait qu'un instrument de plus pour mieux réprimer ceux qui ne croient pas à l'esprit « charitable » comme solution miracle.

C'est un moyen de plus aussi — par l'utilisation du bénévolat — pour masquer les problèmes d'effectifs qui se posent partout dans

ce secteur, pour empêcher tout rapprochement entre les travailleurs sociaux et les usagers. En effet, la fonction de bénévoles est souvent utilisée pour masquer le chômage féminin, pour coloniser les conseils d'administration d'associations par des cadres, des avocats, des médecins, des Pdg avides de « promouvoir » les exclus, c'est-à-dire de leur faire partager leurs modèles de comportement social et de consommation marchande.

Avec la loi sociale, le credo des bien-pensants se donne une nouvelle casquette. Mais il est toujours le même. Le combatte politiquement en prenant part à toutes les luttes d'usagers, en exigeant par l'action syndicale une convention unique dans l'action sanitaire et sociale, telle est la tâche des travailleurs sociaux et la nôtre.

Yves SPARFEL ■

Un secteur Travail social se constitue actuellement au PSU. Tous les militants qui travaillent dans ce secteur peuvent envoyer au siège du parti leurs réflexions, des analyses de luttes ou de pratiques professionnelles. On envisage un bulletin. On fonctionne actuellement avec le secteur Santé. Prochaine réunion dans la région parisienne : le 10 juillet à 19 h, 9 rue Borromée, Paris 15e.

La « loi sociale » doit s'appliquer « à tous les établissements ou services publics ou privés qui exercent une action sociale ou médico-sociale ». La loi touche quasiment toutes les institutions sociales. De plus en plus nombreuses, ces institutions cherchent à pallier ou à cacher les diverses « agressions » du développement capitaliste. Elles sont l'apanage essentiel (85 à 90%) des associations loi 1901. La vie associative donne matière à une envolée lyrique de R. Lenoir *Le Monde*, 17 juin : Associations, démocratie et vie quotidienne) : « ...Elle est à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elle la met à la portée du peuple et lui en donne un usage paisible ».

Mais beaucoup d'associations que les idéologues de la « solidarité » voudraient « lieux de rencontre » et non « d'affrontements de classe », ne sont pas à l'abri de la vague contestataire contre le système actuel. Leurs fonctions se déplacent : ainsi, les « amicales de locataires » sont devenues des « comités d'usagers » qui organisent des grèves. Ainsi des travailleurs sociaux qui voulaient « trop bien » faire leur travail (en recherchant, par exemple, ailleurs que dans les cas individuels les causes de l'inadaptation sociale) ont été licenciés. Ainsi des associations socio-éducatrices se sont mises à s'interroger sur ce que voulait dire la « formation permanente »...

Les coûts financiers de ces multiples associations s'alourdissent et pèsent fortement dans les fonds publics ou dans ceux de la Sécurité sociale. La CFDT-Santé et Services sociaux de la région Aquitaine, dans une conférence de presse le 18 juin, tirait les conséquences de ces prélèvements : « **Prélèvements au prorata des masses salariales des entreprises, elles pèsent donc directement dans les charges payées par les employeurs...** ».

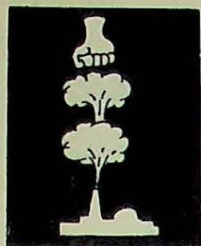
Faut-il s'étonner alors que « les dépenses dites sociales dans la marge financière des entreprises » aient été dénoncées par le CNPF dès 1965 et 1967, puis en 1974. Non ! Pourtant, l'action sanitaire et sociale permet à un certain nombre de travailleurs d'être maintenus ou de se réinsérer dans les circuits productifs et donc de permettre la création de plus-values... Mais le contexte économique a changé. Le patronat, en période de crise, ne peut plus accepter qu'une

masse importante de plus-values soient distribuées à la reconstitution des forces de travail. Il faut diminuer ces sommes improductives, tout en essayant que les services de réparation fonctionnent encore ». Cette analyse de la CFDT-Santé Aquitaine met le doigt sur le sens de la loi sociale ; rationaliser l'aide de l'Etat à l'action sociale pour un bon fonctionnement du système, tout en donnant l'impression qu'on assouplit, qu'on donne la parole aux militants, aux bénévoles.

De l'encerclement

Les structures mises en place par la loi cherchent surtout à assurer un contrôle accru et une coordination des pouvoirs publics. Divers moyens d'intervention pour l'Etat sont créés, notamment l'obligation d'obtenir une autorisation préalable de fonctionnement auprès de commissions régionales ou nationales (y compris pour les institutions de formation), et la nécessité de conclure entre gestionnaires et pouvoirs publics des conventions dont les clauses seront définies plus rigoureusement. On comprend là le souci du pouvoir quand on entend Lecanuet dire : « Les éducateurs sociaux doivent encadrer les bandes de jeunes », et Poniatowski proposer que la police joue désormais un rôle d'éducateur...

Ce contrôle, Lenoir l'entend à sa façon : « L'Etat n'a pas le monopole du bien public, mais il en est le garant... De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme ». Quand on sait le rôle fondamental que joue dans le contrôle politique le conventionnement et le jeu des subventions, il serait naïf de croire que l'Etat et la bourgeoisie ne se servent pas de cette loi et des procédures qu'elle institue pour encadrer tous ceux qui ont de l'action sociale une vision différente de la leur. La privatisation, la modernisation, déjà entreprises dans le secteur hospitalier sont là pour en montrer les conséquences. Le travail dans la santé est devenu un travail à la chaîne. Le malade est un sujet de profit. Le profit que peut assurer le travail social, lui, se mesurait plus difficilement. Dans une circulaire sur la formation des travailleurs sociaux, Lenoir a démontré où il voulait en venir en remettant en cause un accord employés-salariés concernant les bourses : « L'Etat doit conserver la maîtrise des éléments de l'équilibre financier, notamment le niveau de l'al-



« à Courceroy, on ne fait pas de politique ! »

◆ **Courceroy** : un village de l'Aube à 10 km de Nogent sur Seine, à 10 kms de Provins, quatre-vingt habitants ; la Seine ; un canal ; une ligne de chemin de fer. Un coin « paumé », mais en tout cas pas « oublié » par l'EDF qui a décidé d'y implanter une centrale nucléaire.

Les « Amis de la terre » ont organisé des réunions d'information ; la population vient et discute, elle se documente aussi. Et voilà que, dans ce coin perdu de la Brie, on se mobilise. On défend bien sûr ses terres, son site, son « château ». Mais enfin on bouge sérieusement...

Le lundi 16 juin, l'EDF est venue faire des sondages... et les techniciens ont été refoulés par 200 personnes et 20 tracteurs qui ont bloqué les deux ponts d'accès au terrain choisi pour la centrale. L'EDF a envoyé un technocrate : ton hautain, discours stéréotypé ; les occupants le tolèrent très mal et pour finir l'expulsent.

On s'organise alors pour plus longtemps, on couche là. Apparaissent les signes de la longue résolution : les tentes sous le pont, les victuailles, les cartes à jouer, une guérite nommée « **abri de fortune** » ; le feu sur les plaques de tôle ; la pharmacie de secours, les pliants, les tables. On crée une fresque antinucléaire : hyperréaliste. Une permanence est là : on parle, on cause, on discute.

« Ici, Madame, on ne fait pas de politique ». Oui, mais on a résisté au sous-préfet, on a résisté à l'EDF, et maintenant on parle des CRS... Un petit grand père sympathique l'œil vif sous la casquette, la voix fluette : « **On ira avec les fourches, là ils reculeront, pourtant on n'est pas violents** » !

Les femmes sont là nombreuses, courageuses, de loin les plus déterminées. Ça vous a un air de résistance, à cause du pont, sûrement... Un mini plan ORSEC se déclenche à la moindre alerte et en 10 minutes tout le monde est là.

A Provins, il y a eu une réunion antinucléaire à l'appel de la section PSU. Un comité antinucléaire s'est créé. Et ça continue. Alors, il faut venir nous voir, nous

aider, nous soutenir par des lettres. Car ici, on commence à comprendre que la lutte risque d'être longue.

Correspondant ■

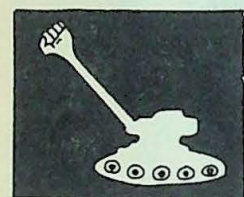
N'allez pas en vacances en Espagne venez camper sur un site nucléaire en Gironde

Suite à l'occupation pacifique du lieu où est implantée la station météo de la future centrale de Braud-St-Louis, onze inculpations qui visent essentiellement des paysans de Braud. Par ailleurs, les travaux avancent sur le terrain où de larges tranchées sont creusées. Les jours à venir sont décisifs : ils doivent rassembler tous ceux que la lutte contre le programme nucléaire concernent. Un appel est lancé à tous ceux qui pourraient venir camper sur place. (Braud-St-Louis, en Gironde, à 50 km au nord de Bordeaux)

une fête antinucléaire à Port-la-Nouvelle

Du 17 au 20 juillet aura lieu à Port-la-Nouvelle (dans l'Aude, à 28 km de Narbonne) une fête antinucléaire à l'initiative des comités écologiques locaux, et à laquelle seront associées d'autres organisations (PSU, LCR, des sections syndicales de la CFDT). La région a déjà été le théâtre d'une large mobilisation antinucléaire ; et cette fête sera l'occasion de réunir un certain nombre de forums-débats sur les implications politiques et économiques de l'énergie nucléaire.

AU PROGRAMME DE LA FÊTE : des animations diverses sur Port-la-Nouvelle, l'occupation du site prévu pour la centrale, par un camping sauvage ; expo photo, expo nucléaire, projection de films sur la mobilisation antinucléaire. Et les 17-18 juillet : marche Narbonne-Port-la-Nouvelle par les étangs et les villages. Le 18 : mise en place des stands, prises de parole des divers comités participants. Le 19 : forums-débats. L'après-midi : fête, marche sur les lieux de la centrale, chanteurs occitans, fanfare, musique. Le 20, forum-débats et l'après-midi : animation théâtre, chanteurs musique.



Le procès de F. Feutren et les tribunaux militaires : l'armée n'a rien à dire

◆ Il est urgent de faire connaître, au-delà du fonctionnement juridique de la justice militaire, le discours politique qu'elle tient. A Bordeaux, au procès de notre camarade Bernard Rémy, nous avons vu se démasquer Vichy : condamnation des intellectuels bourgeois-parisiens, d'autant plus dangereux qu'ils sont « crédibles » ; marginalisation menaçante de militants organisés soutenant l'inculpé (le PSU : 6 % de voix ; les syndicats : 25 % des travailleurs... quantités négligeables), recours à la fois paniqué et provocant au délit d'opinion : Bernard Rémy est un « marxiste », il raisonne comme s'il y avait des « classes » sociales, il ne peut donc donner qu'une « **fausse image de l'armée** ». Comment ne mériterait-il pas la prison ? Aux frontières stationne toujours l'Ennemi intérieur : chars russes et est-allemands.

Le 20 juin dernier, c'est Fran-

çois Feutren qui jugeait le TPFA de Paris : style non plus fascisant mais bureaucratique et doux-reux. Le juge Doll pratique une obstruction bonhomme. Il interrompt sans cesse, coupe court aux « **considérations générales** » qui peuvent aussi bien se lire dans le **Monde** ou le **Figaro** (il n'a pas peur de montrer les limites de ses lectures). Il faut revenir à « celui-ci », répète-t-il obstinément en refusant de prêter un nom à François Feutren. Le commissaire du gouvernement, lui, ne parlera que quelques minutes pour écarter les motivations de l'inculpé (elles peuvent être honorables, il n'a pas à s'en occuper) et demander bêtement l'application de la loi. Comme il faut malgré tout un essai de justification, il accouche d'un raisonnement débile : Insubordination collective internationale, dont se réclame François Feutren, prétend rassembler jeunes Français et jeunes Allemands ; mais où serait notre démocratie combien chère

si, par exemple, en 1940, nos amis anglais et américains s'étaient in-soumis ? Le commissaire du gouvernement ne voit pas la faille dans ses propos. Ni que d'illustres « **refus d'obéissance** » ont contribué à notre libération. Peu importe ; il demande bravement deux ans pour l'inculpé : il obtiendra vingt mois, deux fois plus

que son collègue de Bordeaux, en ne faisant vraiment aucun bruit.

Une délégation de polytechniciens en uniforme assistaient à ce procès. Je les entendais tirer la leçon à la sortie : « **L'armée n'a rien à dire** ». Effectivement. C'est pourquoi, elle peut réprimer de plus en plus fort dans le temps qui vient. Aussi faut-il accentuer la lutte contre la parodie de justice qui lui sert de rempart. Les procès de Bernard Rémy et François Feutren ont montré que grandissait dans toutes les couches de la société le nombre de ceux qui l'avaient compris.

Philippe IVERNEL ■

Bernard Rémy : lettre de prison

Il y a vraiment au moins deux espaces politiques : celui du débat « parlementaire » où on t'entoure de considération, de respect, où tu peux t'exprimer à la télévision ; et celui d'institutions extra-parlementaires où, secrétaire général ou pas, on te coupe la parole, on te retire de la collectivité d'action au moment où, justement, ta parole n'est plus seulement placée sur le terrain de la lutte d'idées, mais est en prise sur la matérialité d'un appareil d'Etat où chaque mot annonce un déplacement ou une conservation, où les mots politiques se rapprochent des gestes de l'action. Ton témoignage, si peu traditionnel, était celui du PSU, mais aussi de ceux qui n'y appartiennent pas : c'était d'emblée une parole de masse, une parole appelée à circuler dans la mesure où un programme d'action l'animait, celui qui lie la forme de souveraineté militaire et la question des centrales nucléaires. La valeur d'un parti se mesure à la façon dont il s'extériorise, à la manière dont il met les gens en mouvement...

* Bernard REMY - Maison d'arrêt de Bordeaux - GRADIGNAN (33). Ecris n° 1573 - Cellule n° 301.

PORTUGAL :

Après la réunion du Conseil Supérieur de la Révolution.

un compromis instable

Le Conseil supérieur de la révolution, après une longue réunion, vient de rendre public un « plan d'action politique ». Ce document traite de l'ensemble des problèmes posés à la révolution portugaise (ou plus exactement par la révolution) dans la toute dernière période : nature du MFA, relations avec les partis, travail du gouvernement de coalition, reconstitution de l'appareil d'Etat, caractère des organismes de base, questions économiques, définition de la « voie » socialiste au Portugal...

● Ce texte, qui va maintenant être présenté à l'Assemblée générale des délégués du MFA, permet de se faire une idée, provisoire, de ce qui semble bien avoir été la première épreuve de force interne au MFA après le 11 mars.

On se souvient que la réunion du Conseil avait débuté dans les conditions d'une grave crise du pouvoir. A la paralysie du gouvernement s'ajoutait la discussion interne au MFA à la suite de l'assemblée des délégués qui avaient débattu de projets divergents concernant l'organisation de la liaison peuple-MFA (voir TS n° 661).

C'est dans ce contexte qu'une offensive de l'aile représentée par Otelo de Carvalho a été lancée et « plébiscitée » par l'importante manifestation ouvrière convoquée par les « conseils révolutionnaires ». Que demandait exactement le « memorandum » en dix points présenté au Conseil par un certain nombre d'officiers du COPCON en treillis de combat ? Personne ne le sait. Ce qui est sûr, c'est que ce courant a été obligé de reculer et d'adopter sur plusieurs points une résolution contredisant ses propres déclarations (sur les milices populaires, la voie révolutionnaire, les partis, etc.).

S'agit-il pour autant d'une victoire du courant dit « modéré » ? On peut en douter. Le MFA s'affirme de nouveau pour ce qu'il est : à la fois centre du pouvoir politique et parti *sui-generis*. La crise en son sein, qui n'est qu'une expression de la crise du pouvoir, ne peut se résoudre aujourd'hui qu'en termes de compromis. Comment évaluer ce compromis et sur quelles bases ? L'affaire n'est pas simple et la prudence est de mise. D'un côté un texte en recul, de l'autre le renforcement de l'autorité militaire et politique de Carvalho.

Les textes sont une chose, la

dynamique des forces sociales en est une autre. Néanmoins son analyse permet une première appréciation. Que contient donc le « plan d'action politique » ? une définition : « le MFA est le mouvement de libération du peuple portugais », un objectif : « une société socialiste... sans classe obtenue par le collectivisation des moyens de production... » une stratégie : « La transition de la société actuelle à la société socialiste se fera par la voie pluraliste (et non) par la voie de la violence ou de la dictature. »

Quels moyens seront employés ? Le MFA déclare vouloir s'appuyer sur les organisations unitaires de base, « embryon d'un système expérimental de démocratie directe... en liaison avec les organismes locaux et régionaux du pouvoir central », par une « décentralisation administrative » d'une « machine d'Etat lourde et bureaucratique ». Mais surtout il s'agit de renforcer « l'exercice de l'autorité » du MFA. Autorité qui devra s'exercer contre la réaction intérieure mais aussi contre « certaines manifestations du gauchisme pseudo-révolutionnaire qui, bien qu'elles soient quelquefois bien intentionnées, tendent à créer une situation anarchisante, profondément perturbatrice du processus révolutionnaire ». La résolution précise que le « combat contre le gauchisme » devra se faire « essentiellement sur le terrain idéologique », mais d'autres actions « y compris armées » ne sont pas exclues.

De nombreux « observateurs » ont pu distinguer, d'une phrase à l'autre, des contradictions, ou, pour le moins, des « nuances » restrictives... C'est vrai, et on peut se demander jusqu'à quel point la plupart des formulations ne sont pas « tactiques ». Gagner du temps est en effet nécessaire, néanmoins les mois qui viennent diront comment la résolution a été « entendue » chez les « ca-

dres de base » du MFA et surtout chez les travailleurs.

En tout état de cause, elle ne règlera pas, magiquement, les problèmes objectifs posés par le cours même de la révolution. Vagance du pouvoir, a-t-on dit. Certes, mais le « vide » sera-t-il rempli en donnant jusqu'à la fin juillet au gouvernement pour qu'il prenne ses « responsabilités », laissant planer l'hypothèse d'un gouvernement fort « apatride », c'est-à-dire militaire ?

Le problème de l'Assemblée constituante sera-t-il résolu en lui attribuant « exclusivement la mission patriotique d'élaborer la constitution politique de la nation portugaise », et en lui interdisant « un autre type d'intervention officielle dans la vie politique et administrative nationale » ? On peut en douter, alors que le problème réel est celui de la destruction complète du vieil appareil d'Etat qui en général reste en place, bien qu'en décomposition relative.

Comment faire cohabiter harmonieusement les organisations autonomes de base avec les structures de l'appareil d'Etat alors que, déjà, dans certaines villes s'opposent coordinations de commissions d'habitants et municipalités. Ce type de problème est inscrit dans la logique même du processus révolutionnaire.

Car progressivement ce sont les forces sociales à nu qui apparaissent sur la scène.

Le MFA dans une certaine me-

sure est né et s'est développé dans un premier temps comme une expression politico-institutionnelle de l'alliance prolétariat-petite-bourgeoisie contre le fascisme. Au fur et à mesure que le caractère socialiste (donc prolétarien) de la révolution s'affirme, c'est vers une redistribution des alliances de classes que l'on s'oriente.

La crise économique frappe particulièrement des catégories petites-bourgeoises salariées dans les secteurs de services (tourisme en particulier), les petits propriétaires du Nord commencent à craindre pour leur lopin de terre ; l'Eglise s'engage dans la bataille politique et le PS dont la base sociale reste la petite-bourgeoisie (même si son influence dans la classe ouvrière est grande) redouble d'activité. Les prémisses de la rupture de cette alliance de classe anti-fasciste, qui n'arrive pas à se transformer en alliance révolutionnaire-capitaliste, sont apparues. La crise récente dans le MFA en a été la première expression.

Cette rupture est-elle inévitable ? Cela dépend de la capacité du prolétariat à forger son alliance avec les travailleurs agricoles pouvant ainsi entraîner la petite bourgeoisie. Cette possibilité dépend du développement libre de son organisation autonome.

Mais n'est-ce pas cela qui commence à effrayer certains secteurs du MFA ?

Maurice NAJMAN ■

des conseils... un appel

● Beaucoup de militants vont très probablement se rendre au Portugal cet été, en dehors des missions déjà organisées par le bureau national. Ces camarades veulent très probablement se rendre utiles. Mais la meilleure façon de l'être n'est pas de défiler individuellement au siège des organisations amies. Nous demandons donc à ces camarades :

1) de se faire connaître auprès du BN (en indiquant leurs dates et lieux de présence au Portugal, et ce qu'ils souhaitent faire)

2) sur place, de laisser des lettres à l'adresse suivante : B. Ravenel c / o MES, 146, rua Don Carlos Primeiro LISBOA.

● Des demandes nous parviennent des ex-colonies portugaises pour apporter une aide concrète à la reconstruction, notamment dans les secteurs suivants : médecine, économie, agronomie, aménagement urbain.

Les intéressés sont priés de se faire connaître rapidement au bureau national du PSU.





angola : la veillée d'armes

Le Mozambique a célébré avec éclat son indépendance le mercredi 25 juin, alors que l'Angola semble se préparer à une véritable guerre civile. Les accords de Nakuru (Kenya), signés le 21 juin, ne sauraient tromper : ils reviennent à une simple réaffirmation des accords d'Alvor, confirmant la volonté des différents

mouvements nationalistes de gagner du temps avant l'affrontement décisif. Le PSU vient de rencontrer Paulo Jorge, chargé des relations extérieures du MPLA, qui a insisté sur l'urgence de la solidarité avec son pays. En fait, l'échéance est proche : c'est en novembre que l'indépendance doit être proclamée...

Une nouvelle fois, Jomo Kenyatta a donc tenté de réconcilier le MPLA, le FNLA, et l'UNITA. Le contenu des accords de Nakuru peut surprendre, en particulier la décision de désarmer les civils et de créer une armée angolaise provisoire de 48 000 hommes (8 000 par mouvement angolais et 24 000 pour l'armée portugaise). Mais l'application de ces accords est devenue en fait pratiquement impossible.

L'offensive du FNLA

Depuis quelques mois, le FNLA de Roberto Holden envahit le pays à partir du Zaïre. Ses troupes ont même atteint Luanda, la capitale, pour y semer la terreur. Mais qui sont les soldats en uniforme, bien équipés par les Américains et bien encadrés par les Chinois, qui obéissent à Holden ? Il s'agit d'abord de réfugiés angolais qui ont rejoint le Zaïre depuis le déclenchement de l'insurrection en 1961. Pour eux, le choix était simple : ou s'enrôler dans l'armée du FNLA et cotiser pour cette organisation, ou se voir expulsés. Mais il y a aussi, sous l'uniforme du FNLA, des soldats zaïrois, envoyés par Mobutu pour appuyer la solution néocoloniale que son beau-frère, Roberto Holden, veut imposer au pays. Il y a enfin des Angolais, du nord du pays, enrôlés soit par la force, soit par la corruption, au tarif de 45 000 escudos à l'engagement.

Et d'où vient l'argent du FNLA ? La réponse est simple :

Roberto Holden qui était aux USA au moment du déclenchement des événements de 1961, a reçu depuis régulièrement la manne du Département d'Etat sous l'engagement de lutter contre le MPLA. L'American Committee for the Africa (ACA) était l'office de liaison avec le FNLA. Depuis, cette aide s'est nettement accélérée sous l'égide de M. Nathaniel Davis, l'ambassadeur de choc des USA au Chili en septembre 1973, devenu depuis grâce à Kissinger, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines. Avec cet argent, le FNLA achète tout : armes, radio, journaux, autobus, etc... Et comme il ne parvient pas à acheter le peuple angolais, il a déjà commencé à user de la violence.

« la victoire est certaine »

Un événement significatif s'est déroulé récemment dans un village de l'intérieur : le FNLA avait installé une compagnie de ramassage des enfants. Comme le chauffeur demandait de crier : « Vive le FNLA ! », les écoliers répondirent par le slogan du MPLA : « Vive le MPLA, la victoire est certaine ! ». C'est que la popularité du mouvement présidé par le Dr Agostino Neto est immense. C'est le MPLA qui se battait contre les Portugais, alors que le FNLA se contentait d'accrochages à la frontière Zaïre-Angola, à la veille des conférences internationales, et que l'UNITA de Jonas Savimbi collaborait ouvertement avec l'armée



Les troupes du FNLA, équipées par les USA, défilent au nord du pays.

portugaise, comme l'a reconnu Marcello Caetano lui-même dans son ouvrage : « De Poimonto ». Aujourd'hui, c'est le programme du MPLA qui rallie la majorité de l'opinion angolaise, et qui lui vaut l'hostilité ouverte du FNLA et la neutralité hypocrite de l'UNITA : réforme agraire, nationalisations progressives, indépendance politique et économique, pouvoir populaire. Sur ce dernier point, la politique du MPLA n'a cessé de se développer depuis plus de dix ans : élection par les populations rurales de noyaux administratifs (appelés « comités d'action ») élection par les habitants des bidonvilles (à Luanda en particulier) de « comités de quartier » désormais coordonnés et reliés au comité central du mouvement. Aujourd'hui, l'affrontement entre le MPLA et les forces réactionnaires est quotidien. La seule question est de savoir si le MPLA pourra passer d'une attitude de riposte à un stade offensif.

Une guerre civile inévitable

Après une période défensive, qui faisait suite à de nombreux attentats perpétrés par le FNLA

en avril, le MPLA est passé à l'action. Aucun poste du mouvement n'a été pris par le FNLA, les tentatives de divisions au sein du MPLA — en particulier la sédition de Daniel Chipenda — ont été rapidement contrecarrées. L'attitude du Haut-commissaire portugais, Silva Cardoso, qui favorisait objectivement le FNLA, a entraîné une explication positive entre le MFA et Agostino Neto. Si le FNLA demeure supérieur par l'armement et les moyens financiers, seul le MPLA peut compter à la fois sur l'expérience militaire et l'appui des masses. Désormais, il n'est plus question des élections à la Constituante.

Chaque mouvement gagne du temps, et rassemble ses forces. Les derniers soldats portugais quitteront le pays en février 1976. Mais d'ici là, l'indépendance aura été proclamée le 11 novembre et à cette date, l'affrontement sera probablement généralisé. Notre solidarité ne peut plus attendre. Elle doit être à la mesure de l'enjeu : l'avenir de la révolution angolaise, le nouvel équilibre de l'Afrique australe, la consolidation du processus portugais.

Jean PATERMAT

la campagne anti-Outspan : les orangers d'Afrique du Sud

Ceux qui produisent les oranges Outspan sont des noirs surexploités : 14 heures de travail par jour, un salaire de 26 à 56 francs par mois.

Les ouvriers noirs sont soumis au régime raciste d'Afrique du Sud : séparés de leur famille, ils sont condamnés à la migration à vie dans leur propre pays. Ils n'ont aucun droit social, syndical ou politique.

C'est le régime de l'apartheid : l'exploitation de 18 millions d'Africains par 4 millions de blancs. Et acheter une orange Outspan, c'est soutenir un régime raciste. Vorster, le premier ministre d'Afrique du Sud a d'ailleurs dit : « Chaque fois qu'un produit d'Afrique du Sud est acheté, c'est une brique de plus apportée au mur qui maintient notre existence » (Vorster, 1972).

Nous ne pouvons laisser vendre en France des fruits ramassés par des enfants de huit ans, ramassés par des gens qu'on envoie de force dans les fermes des propriétaires blancs.

* Campagne Anti-Outspan : 46 rue de Vaugirard - Paris 75006

les dix ans de pouvoir de Boumediène

où va l'Algérie ?

Treize années après son indépendance (proclamée le 5 juillet 1962), et dix ans après le renversement de Ben Bella par Houari Boumediène (le 19 juin 1965), il est toujours difficile, dans l'extrême-gauche française — et tout spécialement au PSU — de porter un jugement serein sur l'Algérie... D'abord parce que l'Algérie, à travers sa longue et douloureuse lutte de libération nationale, c'est un peu « l'accoucheuse » du PSU. Et surtout parce que nombres de questions restent non résolues. Nous publions ci-dessous une première opinion dans cet important débat.

De fait, ce qui caractérise avant tout la situation algérienne en 1975, ce sont ses contradictions. Et d'abord, entre une ligne de développement capitaliste, industrielle, fondée sur l'exploitation des ressources naturelles nationalisées non sans difficultés en 1971 (qui conduit à une intégration croissante au marché mondial), et la volonté sans cesse réaffirmée de promouvoir un développement qui profite avant tout aux masses rurales.

Contradiction aussi entre les principes définis par la charte de l'organisation socialiste des entreprises et le faible rôle laissé, dans les faits, aux travailleurs dans l'orientation réelle de l'économie du pays.

Contradiction enfin entre une perspective affirmant la nécessité de la démocratie à tous les niveaux, et la persistance de formes d'encadrement largement bureaucratiques : renforcement de l'appareil d'Etat, multiplication des wilayates (départements) et daïrates (arrondissements) ; élections des candidats aux assemblées populaires de communes et aux assemblées populaires de wilayas sans grand débat politique sérieux ; mise en place programmée de vastes mouvements de masse (UMPA, UNFA, organisation de la jeunesse...), dont le succès semble se mesurer plus aux effectifs sagement encadrés qu'au rôle moteur autonome qu'ils sont capables d'assurer pour la construction du socialisme ; enfin et surtout, dépérissement progressif du FLN, qui, sans avoir jamais été un véritable parti, en apparaît plus éloigné que jamais.

improvisation et volontarisme

Toutes ces contradictions existent bel et bien, et dans ses récents discours de Constantine, Tizi Ouzou et Tlemcen le président Boumediène en a fait une analyse lucide et souvent beaucoup plus critique que certains des amis de l'Algérie ne l'auraient eux-mêmes admis.

Comment s'étonner d'ailleurs de ces contradictions quand on analyse, même rapidement, l'histoire de l'Algérie. Sans prétendre — comme le faisaient jadis le PCF et le PCA pour noyer le poisson colonialiste — que l'Algérie n'était qu'une nation en formation, force est de constater que ses classes sociales, — qu'il s'agisse de sa bourgeoisie, de sa classe ouvrière et de sa paysannerie — n'avaient guère conquis leur autonomie politique au cours de la lutte pour l'indépendance : celle-ci est restée uniquement une lutte de libération nationale sans parvenir à accélérer la maturation de la lutte des classes. Le PCA n'est probablement pas sans responsabilité dans cette affaire. Mais le Front, dans lequel la petite bourgeoisie rurale et urbaine a toujours joué un rôle non négligeable, n'a guère été l'instrument d'une politisation véritable des masses algériennes.

Quels que soient les mérites de la Charte d'Alger de 1964, la pertinence de ses analyses et de ses propositions, il serait vain de croire que ces obstacles avaient commencé d'être sérieusement surmontés pendant la première période de l'indépendance, de 1962 à 1965, par la seule magie du verbe chaleureux d'Ahmed Ben Bella.

En réalité, les trois premières années de l'Algérie indépendante furent surtout celles du culte des illusions. Derrière une autogestion parfois née de l'initiative des masses, mais le plus souvent de la disparition des gestionnaires coloniaux, se profilait déjà l'organisation bureaucratique des marchés agricoles. Derrière les quelques rares nationalisations décidées sans programme précis et de façon souvent volontariste, il y avait surtout la théorisation de l'improvisation. Même incertitude en ce qui concerne les structures politiques. Au nom d'une démocratie bourgeoise guère contestée, la constitution de 1963 optait pour la séparation des pouvoirs, mais — au nom du socialisme — elle instaurait un parti unique, le FLN, qui d'ailleurs n'en était pas un. En réalité, Ben Bella et son groupe assumaient seuls le

pouvoir, sans véritables relais ni organisations de masse.

Toute la période ultérieure ne se comprend qu'en réaction contre ces premières années (mais cette réaction ne justifie en aucune manière que l'on maintienne au secret leur principal artisan depuis dix ans). La prise du pouvoir du chef de l'ALN après le 19 juin 1965 ne pouvait résoudre par miracle ces contradictions. En fait, le Front et les organisations de masse qui subsistaient (surtout l'UGTA), quelles que soient leurs faiblesses antérieures, perdaient dès lors toute autonomie.

le grand tournant ?

Ces contradictions au sein de la bourgeoisie naissante furent arbitrées par l'armée qui reste encore aujourd'hui la seule force véritablement organisée et cohérente du régime. La seule capable d'assurer son équilibre en dépit des luttes sournoises mais sans merci que se livrent les diverses fractions d'une classe dirigeante qui n'a pas encore assuré sa cohésion. Chacun en Algérie — et le Président le premier — sent bien que c'est là l'enjeu. Ou bien l'Algérie opte définitivement pour la construction, au profit d'une bourgeoisie d'affaires plus ou moins publiques, d'un véritable capitalisme d'Etat assis sur une exploitation intensive de ses richesses naturelles et sur un élargissement relatif du marché intérieur par une révolution agraire bien tempérée ; ou bien 1975 est vraiment, comme l'annonce Houari Boumediène, le démarrage d'une expérience socialiste qui n'a pas encore réellement commencé (1).

Ce pourrait être le cas si la révolution agraire, après deux premières phases encore modestes, passe résolument à sa troisième étape. Si le FLN, selon les vœux habiles (et subtils) du Président devient un véritable parti socialiste d'avant-garde, ce qui impliquerait une singulière mutation

international



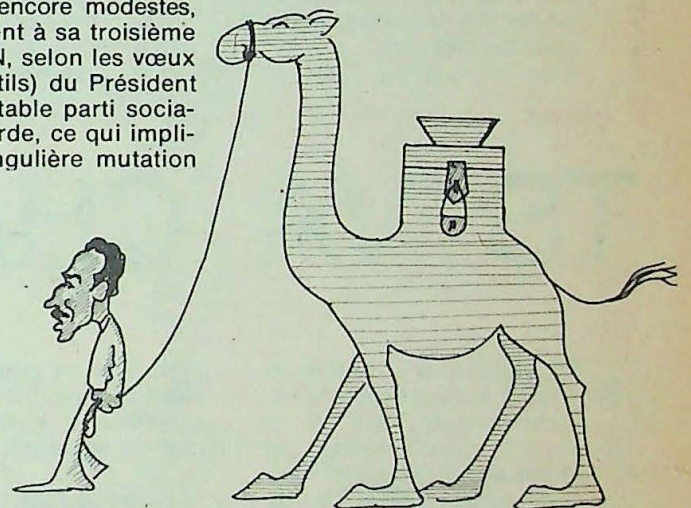
Si la lutte enfin était résolument engagée avec l'appui des masses ouvrières et paysannes contre une bourgeoisie qui se renforce rapidement et qui a les dents longues. Force est de constater que les références fréquentes au contrôle, quelles qu'en soient les limites, et à la mobilisation des paysans pauvres, peuvent créer des conditions favorables mais pas suffisantes ; car chacun sait que les mobilisations populaires peuvent servir parfois, et uniquement, à trancher des conflits au sein des couches dominantes, et à leur seul profit.

Que l'année 1975 soit pour l'Algérie celle du grand tournant socialiste ou celle de la consolidation d'un socialisme d'Etat qui virerait au capitalisme, nous devons certes en peser les conséquences. Mais tant que l'Algérie jouera objectivement un rôle positif pour le soutien des luttes de libération nationale, pour la récupération par les pays libérés de la colonisation des richesses de leur sol et de leur sous-sol, pour l'expulsion hors de la Méditerranée des puissances qui lui sont étrangères, nous aurons les mêmes adversaires.

François DALBERT ■

(1) Interview accordée à Loutfi El Kholi, journaliste égyptien, et reproduite par Politique Hebdo.

BAROU



Les dix ans de Ben Bella

Une conférence de presse s'est tenue le 19 juin à Paris du « COMITE INTERNATIONAL POUR LA LIBERATION D'AHMED BEN BELLA ». Maître Lafue Veron, avocate depuis 10 ans d'Ahmed Ben Bella, David Rousset, Maître De Felice, Daniel Guérin, et Michel Raptis, ont développé les conditions dans lesquelles se perpétue le scandale de la détention arbitraire d'Ahmed Ben Bella, depuis 10 ans et insisté sur la nécessité de renforcer la lutte pour sa libération.

A la conférence furent lus plusieurs messages émanant de M. Kastler prix Nobel, de Jean Guehenno de l'Académie française, de Marguerite Duras, de Maître Bulin, de Pierre Emmanuel de l'Académie Française, et d'autres personnalités.

Des télégrammes furent envoyés à tous les chefs d'Etats Arabes, ainsi qu'au président Tito, à Fidel Castro, et au secrétariat de l'ONU, demandant leur intervention pour obtenir la libération d'Ahmed Ben Bella.



Le Tour, pour tous ces gens, c'est d'abord une saga héroïque qui chante les exploits de jadis — le temps où il fallait réparer soi-même sa machine chez le forgeron du village — et ceux des champions d'aujourd'hui qui chevauchent des engins pesant moins de dix kilos. L'épreuve est un tout, avec ses descentes de cols à 80 km/h, ses échappées solitaires, ses sprints de peloton, ses exploits, ses drames et ses chutes.

Pour beaucoup, ce sont trois semaines de rêve, de supputations, de discussions de bistrot : un tiercé qui durerait vingt-cinq jours, en plus grand et en plus humain à la fois. C'est aussi une grande kermesse populaire ambulante : dans les villages traversés, les gamins éblouis s'arrachent stylos, bonbons et chapeaux en papier que leur tendent les publicitaires de la caravane. Dans les villes-étapes, les flonflons du bal s'éteignent tard dans la nuit. Et le tout aura cet avant-goût habituel de vacances.

les smicards et les étoiles

Mais ce Tour, c'est aussi une machine à produire du rêve, de l'illusion, et surtout un excellent moyen, pour quelques-uns de gagner de l'argent. Le jour du départ, Merckx doit recevoir la Légion d'Honneur, pendant que Poulidor sera décoré de son équivalent belge, l'Ordre de Léopold. Pour chacun de ces deux champions, le Tour n'est pas en lui-même une bonne affaire : il est de tradition que le vainqueur laisse ses gains (quelques millions anciens) à ses coéquipiers. Ces derniers — surnommés « gregori » (valets) par les Italiens — prennent en effet une part décisive à la victoire : ils donnent leur vélo en cas de crevaillon ; ils vont chercher à boire, ils « tirent » le champion défaillant... tout cela pour un salaire mensuel qui peut descendre jusqu'à 600 F pour certains obscurs que l'on dit « professionnels ».

Pour les vedettes, l'intéressant

sport : les méandres du Tour...

Pendant trois semaines, le Tour de France cycliste va polariser — qu'ils le veuillent ou non — l'attention des Français. Sur plus de 4 000 km, cent quarante coureurs vont suer, souffrir, gagner ou disparaître sans gloire. Certaines étapes seront suivies par plusieurs centaines de milliers de spectateurs. Devant leur poste de télé, grâce à l'Eurovision, des millions d'Européens assisteront aussi à l'événement...



est ce qui se passe après : dès la fin du Tour, commencent les « criteriums », dans de nombreux villages français, belges ou italiens. Ainsi, Merckx a gagné l'an dernier 20 à 30 000 F par course « d'après le Tour ». Certains jours, il courait deux criteriums en une même journée. Déjà bien contents d'avoir été invités, les « faire-valoir » ne touchent souvent que 200 F pour la même épreuve...

la bouteille et les caliquots

Mais après tout, Merckx a au moins le mérite de pédaler. Ce n'est pas le cas des publicitaires. Le Tour est un support idéal pour eux. Dès

l'arrivée, le vainqueur de l'étape passe un maillot et une casquette qui vantent tel ou tel produit. Il est encore tout pantelant, qu'on lui fait avaler une bouteille d'eau minérale (étiquette tournée vers les caméras évidemment). Autour de lui, des énergumènes agitent des caliquots : autant de minutes de publicité télévisée gratuite. Au tarif normal, une telle campagne coûterait des dizaines de millions à la marque. C'est donc autant de gagné...

Mais la publicité finit par nuire au spectacle. Le public regrette l'abandon, depuis 1968, des équipes « nationales » au profit des équipes de marques. Signe des temps, ce n'est plus la France contre l'Espagne, mais Peugeot-BP contre Flan-

dria et Miko... même chose pour le choix des villes-étapes : recevoir le Tour est un luxe coûteux, mais aussi un instrument de promotion (immobilière) pour Merlin-Plage, qui accueillera la cinquième étape. Pourquoi s'arrêter à Fleurance et à Morzine, et non à Toulouse ou à Lille ?

Les deux millions de spectateurs attendus le 20 juillet pour l'arrivée, aux Champs-Élysées, en présence de M. Giscard d'Estaing et de tout le tralala, ne penseront pas à ces enjeux : ils n'auront vu que la course...

J.F. Rouge et J.J. Tartinville ■

TS VA CHANGER...



Organisé lors de la fête du PSU à la Courneuve, le référendum de TS a été un succès. 300 questionnaires ont été remplis et, outre les réponses aux différentes questions, de nombreux lecteurs ont multiplié les observations, les suggestions, voire... les critiques.

D'une manière générale, on peut dire que le journal, depuis le congrès d'Amiens, est mieux jugé. Les formules « ça va mieux depuis Amiens », « TS progresse » sont nombreuses.

Cependant une majorité de lecteurs en sont peu satisfaits et pensent que des efforts importants doivent être faits. En ce qui concerne les problèmes de forme, la « une » du journal est fortement critiquée (« manque de mordant pour la vente à la criée »). Le format est jugé trop

petit. Les 24 pages sont réclamées de toutes parts (soit explicitement, soit en demandant une multiplication des rubriques).

En ce qui concerne le fond, c'est-à-dire le style des articles ou leur nature, de nombreuses observations et suggestions sont faites. Les lecteurs réclament davantage de « dossiers militants » ; un style polémique plus grand ; des articles « théoriques » (mais écrits dans un langage lisible) ; davantage d'articles sur les films récents, les émissions de télé ; plus de « notes de lecture ».

Le titre actuel TS est massivement décrié. Beaucoup de lecteurs réclament carrément un changement de titre d'autres veulent que Tribune socialiste soit écrit en toutes lettres.

Enfin, les militants du PSU qui

ont répondu à ce questionnaire souhaiteraient que TS présente plus clairement l'orientation du parti dans tous les aspects de la vie politique. En d'autres termes, ce que réclament les lecteurs, c'est un journal plus vivant, plus « musclé », plus agressif, plus lisible... et par conséquent plus vendable ! Quant au prix, tous le trouvent trop élevé (tout au moins par rapport aux seize pages actuelles).

La Conférence nationale presse qui se réunit le 29 juin, permettra de préparer une nouvelle formule du journal et de faire la liste de toutes les propositions destinées à faire de notre journal l'instrument de travail et de propagande nécessaire. Dans le prochain numéro de TS, nous ferons le point des propositions qui y auront été débattues.

J.V. ■

Si vous n'êtes pas satisfait de "t.s" Vous pouvez lire "le figaro"

